

Ville de Pontivy

Extrait du registre des délibérations Débat d'orientations budgétaires 2019

DEL-2019-002

Numéro de la délibération : 2019/002

Nomenclature ACTES: Finances locales, divers

Information relative à l'environnement : non

Date de réunion du conseil : 28/01/2019

Date de convocation du conseil: 22/01/2019

Date d'affichage de la convocation : 22/01/2019

Début de la séance du conseil : 19 heures

Présidente de séance : Mme Christine LE STRAT

Secrétaire de séance : M. Paul LE GUERNIC

Étaient présents: M. Philippe AMOURETTE, M. Christophe BELLER, Mme Marie-Madeleine DORÉ-LUCAS, Mme Chantal GASTINEAU, Mme Stéphanie GUÉGAN, Mme Annie GUILLEMOT, M. Michel GUILLEMOT, M. Michel JARNIGON, M. Hervé JESTIN, Mme Madeleine JOUANDET, Mme Elisabeth JOUNEAUX-PÉDRONO, Mme Laurence KERSUZAN, Mme Emmanuelle LE BRIGAND, M. Paul LE GUERNIC, Mme Alexandra LE NY, Mme Christine LE STRAT, Mme Maryvonne LE TUTOUR, Mme Sylvie LEPLEUX, Mme Laurence LORANS, M. Yann LORCY, M. Christophe MARCHAND, M. François-Denis MOUHAOU, M. Jacques PÉRAN, Mme Soizic PERRAULT, M. Alain PIERRE, Mme Claudine RAULT, Mme Françoise RAMEL, Mme Véronique RISSEL.

Étaient représentés : M. Georges-Yves GUILLOT par M. Paul LE GUERNIC, M. Eddy RENAULT par Mme Soizig PERRAULT.

Était absent excusé : M. Eric SEGUET.

Étaient absents: Mme Émilie CRAMET, M. Loïc BURBAN.

Débat d'orientations budgétaires 2019

Rapport de Yann LORCY

En application du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal doit débattre des orientations budgétaires dans le délai de deux mois précédant le vote du budget lui même et au vu d'un rapport (ci annexé).

Nous vous proposons:

De prendre acte que le débat d'orientations budgétaires pour l'année 2019 s'est tenu dans les conditions requises.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Pontivy, le 29 janvier 2019

LA MAIRE Christine LE STRAT

Transmise au contrôle de légalité le :

Publiée au recueil des actes administratifs le :

Certifiée exécutoire

LA MAIRE Christine LE STRAT



Sommaire





Cadre Juridique

- Les objectifs
- Dispositions légales
- Textes réglementaires

Contexte général

- Situation Internationale
- Situation de la Zone Euro
- Situation Nationale

Loi de Finances 2019

Ville de Pontivy : la situation actuelle

- Section fonctionnement
- Recettes : Fiscalité/FPIC/Dotations
- Dépenses : 012/011/Autres dépenses
- Section Investissement
- Les engagements pluriannuels
- Le besoin en financement
- la structure et la gestion de la dette
- Focus ressources humaines

Les perspectives budgétaires

- Objectifs
- Nos projets et le reste à réaliser
- Actions « Cœur de Ville »
- Évolution du besoin de financement

Les Français et le service public local

Annexe 1 : Enquête IPSOS











Cadre juridique



Les objectifs

Préalablement au vote du budget primitif, le **débat d'orientation budgétaire (DOB)** permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Il permet d'informer les Élus sur :

- □ La situation économique et financière actuelle de la collectivité,
- Les engagements pluriannuels envisagés,
- L'évolution et les caractéristiques de la dette de la ville.

Ce débat permet de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue la commune, et les contraintes auxquelles elle est ou sera confrontée.











Cadre juridique



Dispositions légales

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (*Art.L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour ni à la même séance que le vote du budget.

Le débat d'orientation budgétaire fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.











Cadre juridique

Textes règlementaires





- ☐ La loi NOTRe (article 107) complète les règles relatives au DOB
- Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire
- □Code Général des Collectivités Territoriales articles L.2312-1 (BC), L.3312-1 (D) et L.4312-1 (R) : le DOB doit faire l'objet d'un rapport (ROB)
- Loi de programmation des Finances publiques (LPFP) pour les années 2018-2022 du 22 janvier 2018
- □Loi de Finances 2019 (PLF)















En septembre 2018, l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a communiqué les dernières perspectives économiques, le rythme de la croissance mondiale devrait être modéré au cours des deux prochaines années.

☐ Le contexte économique plus contraint que prévu

La croissance économique mondiale reste forte mais devrait céder progressivement du terrain et revenir de 3.7 % en 2018 à environ 3,5 % en 2019 et 2020.



La croissance du PIB réel a été revue à la baisse

Glissement annuel en %. Pour 2018 et 2019, les flèches indiquent le sens des révisions depuis septembre 2018.*

	2018	2019	2020
Monde	3.7	3.5 🌞	3.5

Les tensions commerciales ont déjà des effets sur le PIB et les échanges mondiaux.

Le durcissement des conditions financières et le relèvement des prix du pétrole devraient continuer à peser sur l'activité.







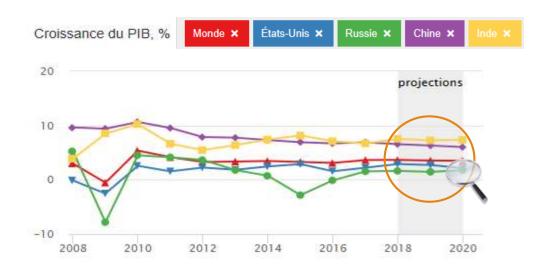








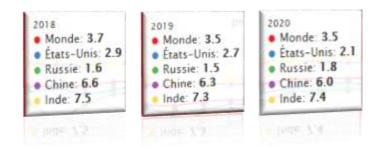
☐ Infléchissement de la croissance



« Pour l'heure, peu de signes indiquent que le ralentissement sera plus marqué que prévu. Mais les risques sont suffisamment importants pour être considérés comme alarmants et nous inciter à nous préparer à affronter les éventuels orages à venir. À cet égard, une coopération sera nécessaire en matière de politique budgétaire à l'échelle mondiale et au niveau de la zone euro. »

Des signes d'infléchissement apparaissent également aux États-Unis, il en est de même pour la Russie et le Brésil.

Parmi les principales économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, on anticipe une croissance stable.





Mme BOONE Laurence Chef économiste de l'OCDE











Source: rapport OCDE du 10/12/2018





☐ Infléchissement de la croissance

Dans l'ensemble de la zone euro les perspectives ont été revues à la baisse.

La Banque Centrale Européenne (BCE) table désormais sur 1,9 % de croissance du PIB cette année et 1,8% l'an prochain....



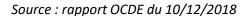






M. DRAGHI Mario Président de la BCE

« Les risques entourant les perspectives de croissance de la ZE peuvent toujours être évalués comme équilibrés.....Dans le même temps, les risques liés à la montée du protectionnisme, les vulnérabilités des marchés émergents et la volatilité des marchés financiers ont gagné en importance récemment »









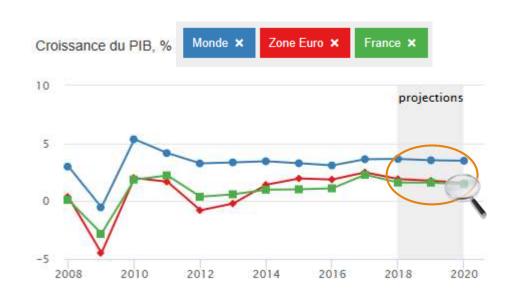
PONTIVY







☐ Infléchissement de la croissance



La croissance a été de +2,3% en 2017, alors que le gouvernement tablait sur une prévision de +1,7%.

Mais l'embellie ne sera vraisemblablement que de courte durée car l'OCDE évalue la progression du PIB Français à +1,6% en 2018 et +1,5% en 2019.







Ces prévisions sont dépendantes du dynamisme des exportations françaises et de la bonne santé économique de nos voisins.....elles sont donc susceptibles d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des tensions commerciales...

La croissance française pourrait aussi dépendre des négociations sur le BREXIT, de l'évolution des déséquilibres budgétaires et financiers en chine ou de la vulnérabilité de certaines économies émergentes face à la montée des taux de la FED*....

*FED : Réserve fédérale des États-Unis – banque centrale des Etats-Unis

Source: rapport OCDE du 10/12/2018







PONTIVY







☐ Inflation 2018 : Tendance à la hausse

L'inflation moyenne sur les 10 premiers mois est de 1.9%, en hausse par rapport à 2017 (1%).

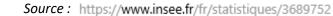
Le prix de l'énergie conjugué à l'augmentation du prix des tabacs en sont les principales causes.

Nous devrions terminer l'année avec une inflation proche de 1.7 % et en moyenne annuelle nous devrions être proche de 1.9% (france-inflation.com)

Selon l'INSEE : Sur un an, les prix à la consommation ralentiraient pour le deuxième mois consécutif : +1,6 % en décembre 2018 après +1,9 % en novembre et +2,2 % en octobre, selon l'estimation provisoire réalisée début janvier 2019



Avertissement : cette publication s'appuie sur des données provisoires. Les indices qui y figurent sont calculés sur un champ restreint d'observations de prix et à partir d'estimations des évolutions de certains tarifs non encore disponibles. Les résultats définitifs seront publiés le 15 janvier 2019. **En conséquence, les indices provisoires ne doivent pas être utilisés pour des revalorisations contractuelles.**















☐ Loi de Finances 2019



La loi de finances pour 2019 est parue au JORF n°0302 le 30/12/2018.

Hypothèses retenues – redémarrage lent de l'activité économique :

- □ + 1,7% pour le PIB (identique a celle de 2018)
- une inflation estimée raisonnable à 1,4% (1,9 % en 2018)
- ☐ Poursuivre la réduction du déficit des finances publiques de 2,8% (2,6% en 2018)
- □ Suppression progressive de la Taxe d'habitation soit 3,8 Md€ (baisse de 3,2 Md€ en 2018)

Les orientations budgétaires pour 2019 s'inscrivent pour la seconde année consécutive, dans un nouveau contexte d'encadrement des dépenses des collectivités locales et de resserrement des contraintes règlementaires relatives aux équilibres budgétaires.













☐ Loi de Finances 2019 : les concours financier de l'État aux collectivités territoriales

Un niveau de DGF stabilisée en 2019

26,9 Md€*





Avec des évolutions individuelles contrastées, elle sera répartie en fonction des dynamisme de population et de richesse...

Article 77

Fonds de soutien à l'investissement local

Article 259

1,8 Md€*







Les dotations de soutien des communes et de leurs groupement sont maintenues à un niveau historiquement élevé (2,1 Md€ dont 1,8 Md€ pour le bloc communal)

Péréquation en hausse, FPIC stable et renforcement de la DSU

DSU: dotation de solidarité urbaine. DSR: dotation de solidarité rurale. FPIC: fonds de péréquation intercommunale et communale.

Article 250

+ 180 Millions
DSU et DSR





Renforcement de la péréquation entre collectivités du bloc communal, les montants individuels de contribution et d'attribution seront répartis selon les mêmes critères que pour la DGF.

*Md€ : milliards d'euros







PONTIVY



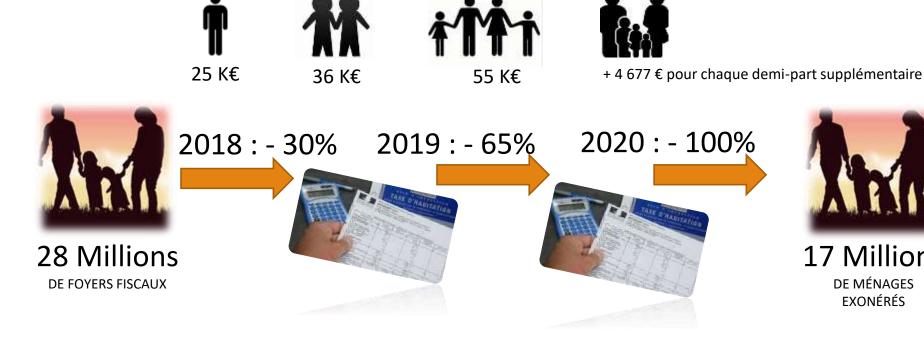
Source: LF 2019 - la Gazette – Weka partenaire des territoires



☐ Loi de Finances 2019

La loi de finances 2018 a instauré une réforme de la taxe d'habitation qui prévoit pour une majorité de Français une baisse de cet impôt par tiers en 2018 et 2019, avant une suppression totale en 2020.

Pour environ 80 % des ménages français dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond.







EXONÉRÉS













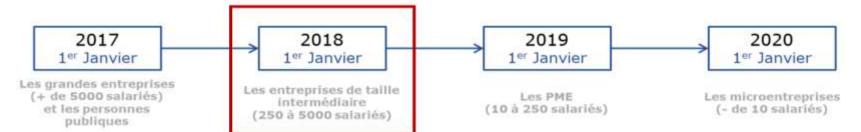
Depuis le 1er janvier 2017, les entreprises déposent leurs factures électroniques sur une plateforme nationale dénommée « Chorus Pro »



Depuis cette date, plus aucune facture émanant d'EDF, ni d'aucune des 200 plus grandes entreprises françaises n'arrive sous forme papier : elles sont dématérialisées.

En application de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, ces entreprises n'adressent plus que des factures électroniques à leurs clients publics.

Les entreprises plus petites, quant à elles, abandonneront progressivement le papier au cours des trois années suivantes, selon un calendrier dépendant de leur taille.













☐ L'analyse financière de l'année 2018 :



L'analyse financière permet de comprendre, par étapes successives, comment s'est formé le résultat final issu du compte administratif et de répondre ainsi à plusieurs questions :

- Quel train de vie courant ?
- Quelle santé financière ?
- Quelles modalités de financement des investissements ?
- Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?







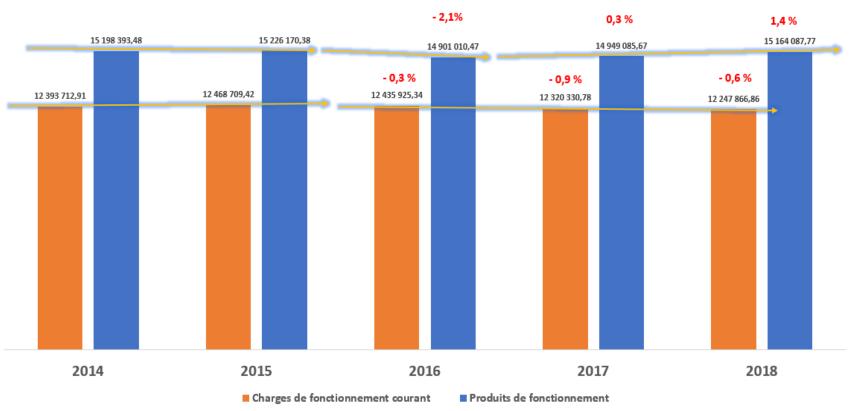






☐ Section fonctionnement : Quelle train de vie courant ?

Evolution comparée des dépenses et des recettes courantes en € - période 2014 - 2018



Sur la période d'analyse, notons qu'après une forte baisse des dotations en 2016 (- 10,5 %), les recettes de la commune connaissent une légère amélioration.

Les dépenses maintiennent leur tendance à la baisse.











Recettes √ Fiscalité

- √ FPIC
- **Dotations**

☐ Section fonctionnement : Recettes

€	2014	2015	2016	2017	2018	évol° % 2018-2017
Produits fct courant stricts	15 102 188	15 140 826	14 765 407	14 839 728	15 061 524	\$1,5
Impôts et taxes	10 042 932	10 268 290	10 258 772	10 403 973	10 627 807	№ 2,2
Contributions directes	7 146 158	7 357 714	7 287 979	7 384 442	7 535 290	
Impôts ménages	7 127 844	7 344 069	7 275 994	7 368 446	7 519 807	
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	0	
Attribution FPIC	140 880	181 226	225 448	219 534	219 357	<u>40,1</u>
Solde impôts et taxes	675 616	644 101	710 980	900 038	812 564	
Dotations et participations	4 275 204	4 078 513	3 651 264	3 648 783	3 639 966	≥0,2
DGF	3 544 067	3 259 588	2 945 930	2 862 000	2 884 728	₹ 0,8
Compensations fiscales	430 390	415 893	320 282	397 141	419 499	№ 5,6
Solde participations diverses	300 747	403 032	385 052	389 642	335 739	⊎ -13,8
Autres produits fct courant	784 052	794 023	855 371	786 972	793 751	
Produits des services	663 442	682 704	715 546	684 680	685 495	
Produits de gestion	120 610	111 319	139 825	102 292	108 256	
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	
Atténuations de charges	96 206	85 345	135 603	109 358	102 563	
PROD. FCT COURANT	15 198 393	15 226 170	14 901 010	14 949 086	15 164 088	
Population DGF	15 438	15 434	15 345	15 426	15 541	

Les recettes réelles totales de fonctionnement devraient s'établir pour fin 2018 à 15 Millions d'€ soit une hausse de + 1,5 %

La fiscalité :

Une recette estimée à 10,62 M€ (10,40 M€ en 2017) soit + 2,2 %

Produit des 3 taxes ménages (TH -TFB -TFNB) estimé à : 7,5 M€ (7,3 M€ en 2017)

Le FPIC* de - 0,1 % par rapport à 2017

La DGF*:

+ 0,8 % soit 2,88 M€ (2,86 M€ en 2017)

*FPIC : Fond de péréquation intercommunal – dotation horizontale *DGF: Dotation globale de fonctionnement – dotation verticale











Recettes

✓ Fiscalité

√ FPIC

✓ Dotations

☐ Section fonctionnement : Structure des recettes réelles en 2018

Impôts et taxes:

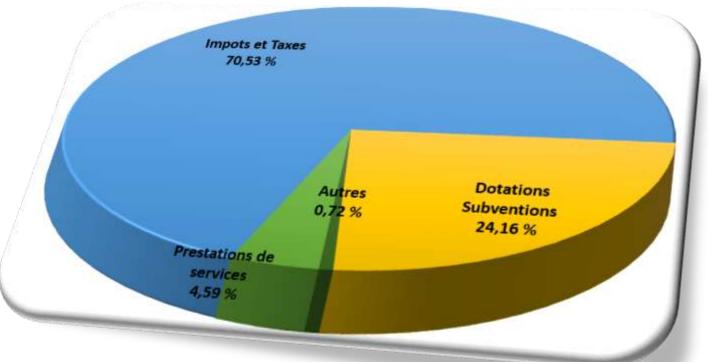
Taxe d'habitation, taxe foncière, FPIC*, taxes sur l'électricité, publicité, droit de mutation...

Dotations, subventions : DGF*, DSR*, DSU*, CCAS...

Prestations de services :

Redevances, prestations de loisirs et à caractère sportifs, restaurants scolaires, garderie et centre aéré, camping

Autres: Revenus des immeubles (locations de salle)...



*FPIC : Fond de péréquation intercommunal – dotation horizontale

*DGF : Dotation globale de fonctionnement – dotation verticale

*DSR : Dotation solidarité rurale *DSU : Dotation solidarité urbaine











357 595

-4,00%

☐ Section fonctionnement : Dépenses

€	2015	2016	2017	2018	Évolut° % 2018-2017	Les déper On observ
Charges fct courant strictes	12 468 709	12 435 925	12 320 331	12 247 867	\$ -0.60%	12,24 M€
Charges à caractère général	3 348 192	3 326 502	3 271 444	3 179 724	-2,80% 🐞 ع	
Charges de personnel	7 209 691	7 192 728	7 121 195	7 118 445	0	Les charge

Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus) 1 910 826 1 916 695 1 927 692 1 949 698₁ **3** 1,10% Autres charges fct courant Atténuations de produits Charges fct courant 12 468 709 12 435 925 12 320 331 12 247 867 Charges exceptionnelles larges * 8 011 8 160 8 028 6 654 Charges fct hs intérêts 12 476 720 12 444 085 12 328 358 12 254 521

Charges de fonctionnement

Intérêts

Les dépenses réelles totales de fonctionnement.

On observe une tendance à la baisse de -0,6 % soit 12,24 M€ prévisionnel (12,32 M€ en 2017)

Les charges à caractère général (011) :

Maintiennent leur tendance à la baisse de - 2,8 % malgré la hausse des prix des fluides et combustibles

soit 3,17 M€ prévisionnel (3,27 M€ en 2017)

Les charges de personnel (012) :

Sont stables soit 7,11 M€ prévisionnel (7,12 M€ en 2017)

Objectif cible de l'État : + 1,2 % max d'évolution /an

416 246

392 217

12 892 966 12 836 302 12 700 700 12 612 115

372 341









Dépenses

011

Autres



Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID – REGARDS - MGDIS

^{*} y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

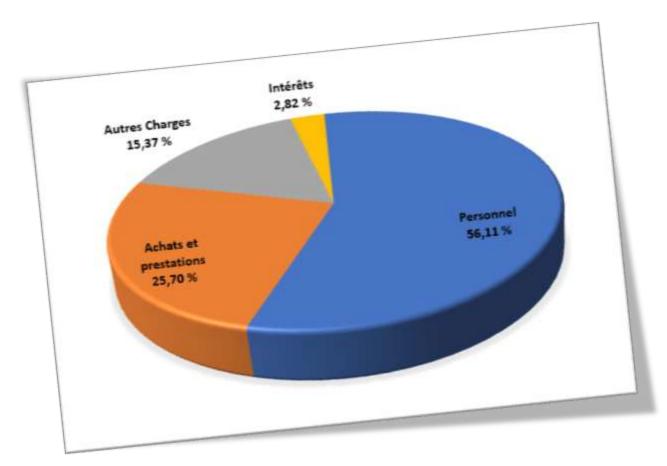
Dépenses

✓ 012

✓ 011

✓ Autres

☐ Section fonctionnement : Structure des dépenses réelles en 2018



Les charges de personnel:

les rémunérations, les cotisations sociales, la médecine du travail...

Achats et prestations (dites charges à caractère général):

Fournitures (voirie, bureaux), achat de petits matériels, vêtements de travail, livres, entretien des réseaux, de la voirie, du matériel, des véhicules et des bâtiments, l'alimentation, les fluides et combustibles, les assurances ...

Autres charges:

Subventions aux organismes et aux associations, subvention au CCAS, caisse des écoles, frais de missions et de représentations....

Intérêts: Intérêts de la dette







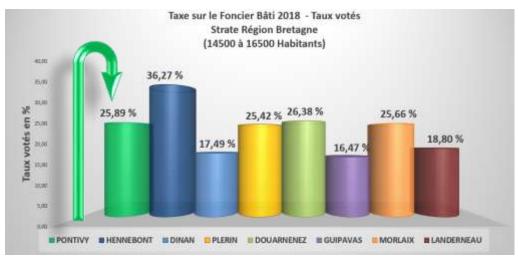




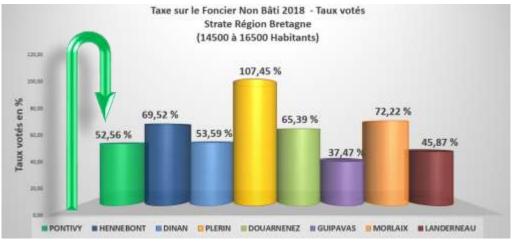
elle

☐ Section fonctionnement : Fiscalité locale 2018

















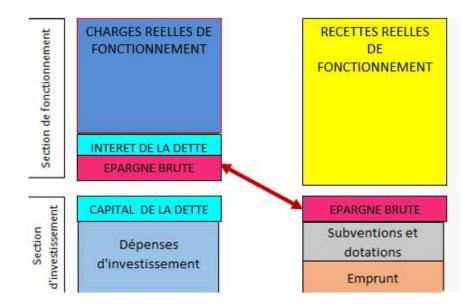


Le besoin en financement

☐ Section investissement : Déterminer notre capacité à investir

1er indicateur de bonne santé financière, ou de l'aisance que connait une collectivité au niveau de la section de fonctionnement.

L'épargne brute correspond au flux dégagé par la collectivité sur ses dépenses de fonctionnement pour rembourser la dette et/ou investir. La préservation d'un niveau « satisfaisant » d'épargne brute doit donc être le fondement de toute analyse financière prospective, car il s'agit d'une contrainte de santé financière et surtout légale (l'épargne brute ne doit pas être négative).













Le besoin en financement

☐ Section investissement : Quelle santé financière ?

En l'État actuel des hypothèses retenues et des données connues à ce jour, l'autofinancement brut devrait se situer autour de 2,5 Millions d'€.

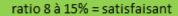
€	2014	2015	2016	2017	2018
Produits de fonctionnement	15 236 227	15 519 807	15 610 198	14 975 647	15 218 242
- Charges de fonctionnement	12 990 915	12 892 966	12 836 302	12 700 700	12 700 693
= EPARGNE BRUTE	2 245 312	2 626 841	2 773 896	2 274 947 (2 517 549
	•				

Épargne brute

Excédent de liquidité qui permet de :

- Faire face au remboursement de la dette ;
- Financer tout ou partie de l'investissement.

Taux d'épargne brute 16,54 %





Pour Pontivy, le ratio apparait comme très satisfaisant puisqu'il est situé au dessus des normes courantes.









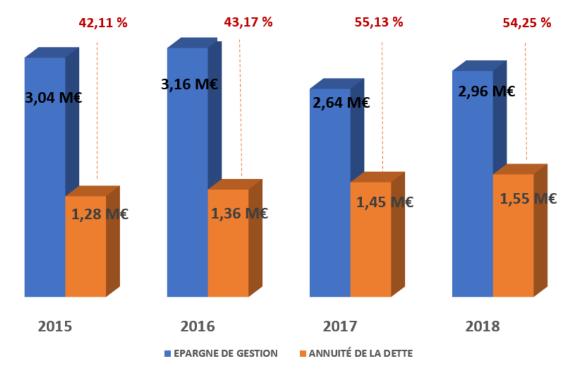




Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID – REGARDS - MGDIS

Le besoin en financement

☐ Section investissement : Quelle santé financière ?



L'épargne de gestion doit être supérieure à l'annuité de la dette*.

On dit que cette dernière ne doit pas absorber plus de 85% de l'épargne (c'est le taux de capacité financière), le solde servant à autofinancer les investissements.

*L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

€	2015	2016	2017	2018
Capital	865 110	974 554	1 087 145	1 201 928
Intérêts	416 246	392 217	372 341	357 595
Annuité de dette totale	1 281 356	1 366 771	1 459 487	1 559 523











Les engagements pluriannuels

☐ Section investissement : Quelles modalités de financement des investissements ?

Le budget d'investissement 2018 : 7,8 Millions d'€ au BP 2018 - 5,3 M€ mandatés ou engagés

Les investissements 2018 ont été couverts sans recours à l'emprunt

Les investissements peuvent être **financés par** des ressources propres (épargne brute) et par des ressources externes (subventions, dotations et emprunts).









Pontivy

Communauté



(dont 489 000 € en attente de versement)















Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID - REGARDS - MGDIS

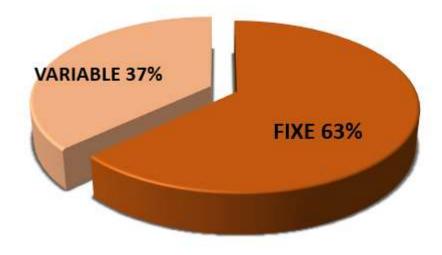
La dette

☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?

❖ LA DETTE GLOBALE

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre d'emprunts
11 913 698,50	2,86 %	10 ans, 11 mois, 10 jours	19

Arrêté au 31/12/2018









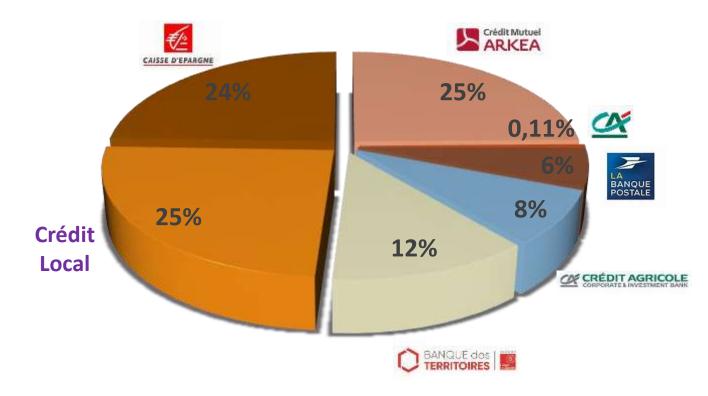




Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID – REGARDS – MGDIS-WINDETTE

La dette

- ☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?
- **❖ LES PRETEURS**













La dette

☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?

❖ POUR QUELS PROJETS?

PROGRAMME INVESTISSEMENT 2004 FIN / 14 JOURS Taux fixe	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS FIN / 6 ans 4 mois Taux fixe	PROGRAMME INVESTISSEMENT 2008 FIN / 4 ans 3 mois 25 jrs Taux fixe	CONSTRUCTION MEDIATHEQUE FIN / 9 ans 3 mois 29 jrs Taux fixe	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT PROGRAMME 2015 FIN / 12 ans 1 mois Taux fixe
ACQUISITION LOCAUX CASERNEMENT POMPIERS FIN / 5 ans Taux fixe	REAMENAGEMENT DETTE + GYMNASE LE DROGO(800 000 €) FIN / 8 ans 11 mois Taux variable (3E)	TRAVAUX DE RENOVATION PONT NEUF FIN / 10 ans 5 mois 14 jrs Taux fixe	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY FIN / 17 ans 3 mois Taux fixe	PROGRAMME INVESTISSEMENTS 2017 FIN / 13 ans 3 mois 29 jrs Taux fixe
TRAVAUX PLACE ANNE DE BRETAGNE FIN / 1 an 3 mois Taux fixe	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SECOURS FIN / 7 ans 6 mois Taux fixe	CONSTRUCTION MEDIATHEQUE FIN / 8 ans 2 mois 29 jrs Taux fixe	TRAVAUX AVENUE DE LA LIBERATION FIN / 15 ans 9 mois Taux fixe	PROGRAMME INVESTISSEMENT 2017 FIN / 13 ans 11 mois 4 jrs Taux fixe
TRAVAUX RENOVATION DU THEATRE FIN / 1 an 3 mois Taux fixe	REAMENAGEMENT DETTE (ex n°52.53.54) FIN / 7 ans 2 mois Taux variable (1E)	CONSTRUCTION MEDIATHEQUE FIN / 8 ans 7 mois 29 jrs Taux fixe	PROGRAMME INVESTISSEMENT 2015 FIN / 16 ans 2 mois 29 jrs Taux fixe	







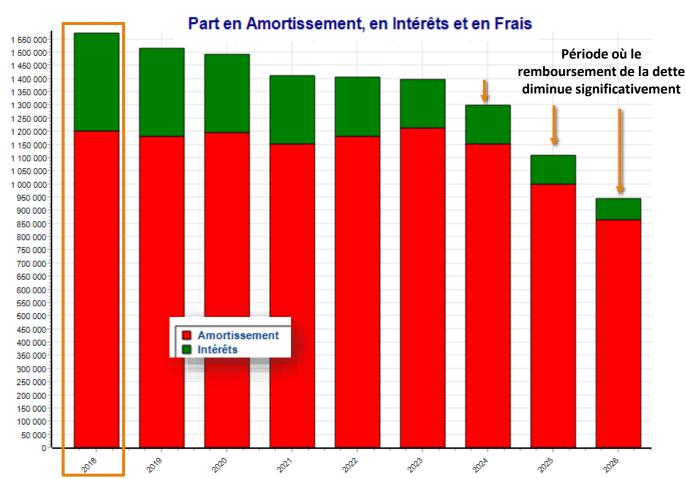




 $Source: Outil\ de\ gestion,\ de\ pilotage\ et\ de\ prospective\ : CEGID-REGARDS-MGDIS-WINDETTE$



☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?



Au cours de l'année 2018, la ville a remboursé :

1 201 927,98 € de capital d'emprunts 357 595 € d'intérêts soit une annuité de 1 559 523 €.

L'encours total de la dette au 31 décembre 2018 s'élève donc à : 11 913 698,50 € en diminution de 9,16% par rapport à l'année précédente











Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID - REGARDS - MGDIS - WINDETTE

La dette

- ☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?
- **❖** La dette de la ville selon la charte de bonne conduite

La classification des risques est définie dans le cadre de la Charte de Bonne Conduite « GISSLER"

17 contrats classés en 1 A (taux fixe, représentant 83,17 % de la dette de la ville)

1 contrat classé en 1E (prêt structuré représentant 6,52 % de la dette de la ville)

1 contrat classé 3E (prêt structuré avec coefficient multiplicateur*5, représentant 10,30 % de la dette de la ville)

Emprunts types	А	В	С	D	E	HORS CHARTE
1 à 3		17			(2)	
4 à 5						

Classement en fonction de leur risque croissant :

Classement de 1 à 5 : risque faible à

élevé

Classement de A à E : risque faible a

risque élevé











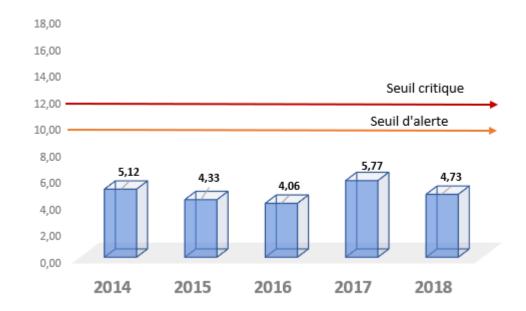
La dette

☐ Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?

La capacité de désendettement

La collectivité est-elle en capacité de rembourser sa dette ?

En prenant en compte le niveau d'endettement maximal, il faudrait moins de 5 ans seulement à la ville de Pontivy pour rembourser sa dette totale sans faire d'investissement nouveau.



La capacité de désendettement (épargne brute/encours de dette) exprimée en nombre d'années

Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles.











Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID – WINDETTE - Banque des Territoires

Focus: Les ressources Humaines



EFFECTIF 210

ŤŤ

55 % 45 %

116 94

MASSE SALARIALE
Totale 7,1 M€



NBI : 28 K€

Primes : 412,8 K€

Primes annuelles titulaire : 119 K€

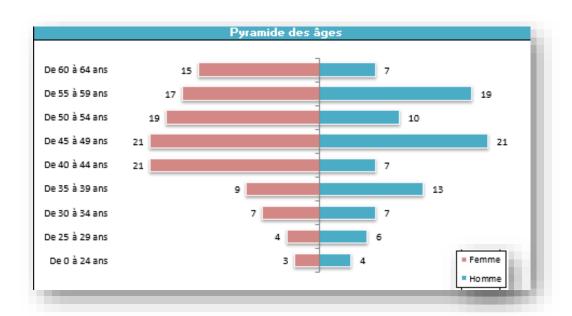
CIA:0



TEMPS DE TRAVAIL ANNUEL 1582 Heures

Heures supplémentaires & complémentaires : 998 h

Montant payé : 13,6 K€







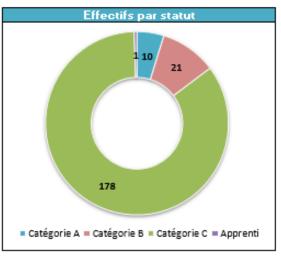


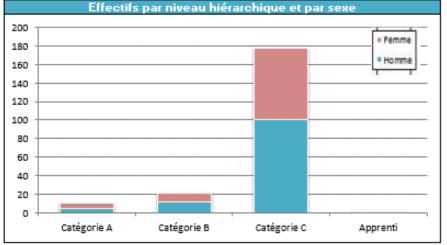




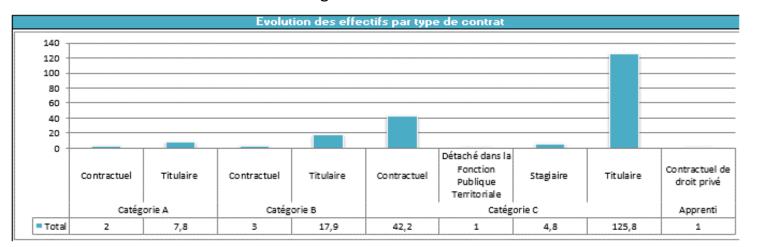
Focus: Les ressources Humaines







Avancement 2018 : 9 avancements de grade - 76 avancements d'échelon





11 emplois permanent:

2 en Cat A

1 en Cat B

8 en Cat C

26 emplois non permanents:

1 en Cat A

2 en Cat B

23 en Cat C

52 saisonniers

3 Cat B

49 Cat C

4 Cat C « en mobilité interne »











Source : Données RH – Tableau de Bord crée par la DIR FIN

Les perspectives budgétaires



Objectifs

Les principales orientations en fonctionnement :



- Poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement
- Maintenir les taux de fiscalité















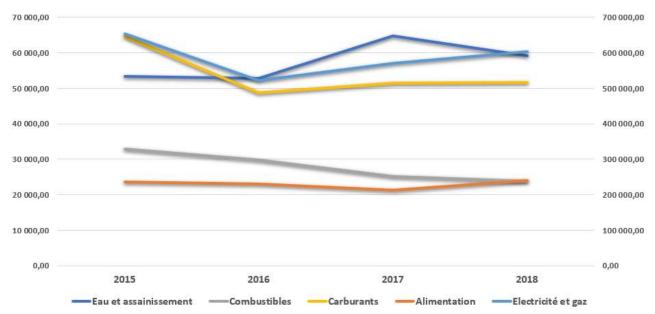


Les principales orientations en fonctionnement :

Les dépenses à caractère général

Pour les dépenses à caractère général (chapitre 11), il est demandé aux services d'intégrer des mesures d'économies dans les propositions budgétaires 2019 et de ne pas dépasser les réalisations 2018.

Les dépenses (hors fluides et combustibles) devraient bénéficier d'une inflation maîtrisée. Il convient néanmoins de rester vigilant sur cette inflation car elle fluctue en fonction des tarifs des énergies et particulièrement du pétrole.



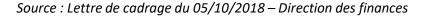














Les principales orientations en fonctionnement :

Les dépenses de personnel

Ces dépenses (chapitre 12) varient selon deux facteurs ; un effet « valeur » et un effet « volume ».

L'effet « valeur » sert de base de calcul pour la rémunération, il prend en compte les évolutions :

- du point d'indice de la fonction publique,
- du taux de cotisations sociales,
- des grilles de carrière des fonctionnaires,
- du cadre juridique et réglementaire....et de tout autre élément décidé par les pouvoirs publics en matière de rémunération des agents publics.

L'effet « volume » pour lequel la collectivité a une marge de manœuvre en terme de gestion de gestion de masse salariale, puisqu' il prend en compte les évolutions :

D'effectifs comptabilisés en équivalent temps plein (ETP)

Evolution prévisionnelle des dépenses de personnel

Pour 2019, Les charges de personnel seront évaluées en prenant en compte les options de remplacement relatives aux départs en retraite, aux absences de longue durée et les optimisations des organisations en lien avec les hypothèses d'externalisation et de mutualisation.



- ➤ Le prélèvement à la source (PAS) : entré en vigueur le 1 er janvier 2019 les contribuables concernés ont été destinataires de bulletins de paie préfigurés en novembre 2018.
- ➤ Le financement de l'apprentissage : mise en place d'une aide unique à l'embauche d'un apprenti financée intégralement par le budget général de l'État
- ➤ Mise en place d'un dispositif d'exonération des cotisations salariales (assurance vieillesse de base et de retraite) sur les heures supplémentaires et complémentaires sera institué à partir du 1^{er} septembre 2019 dans les secteurs privés et publics.











Source: Lettre de cadrage du 05/10/2018 – Direction des finances



Les principales orientations en fonctionnement :

Evolution prévisionnelle des dépenses de personnel



- > Revalorisation du CET (compte épargne temps): revalorisation de 10 euros du montant des jours monétisés,
- > Frais de missions : les taux de nuitée seront augmentés en les distinguant selon les zones géographiques,
- L'indemnité kilométrique vélo est renvoyée à la prochaine loi sur les mobilités
- > Ouverture prochaine du chantier de la participation financière des employeurs à la protection sociale complémentaire

Compte tenu de la nécessité de conserver un autofinancement suffisant garant d'une capacité à investir, la collectivité doit poursuivre sa politique de maîtrise de la masse salariale tout en faisant coïncider une offre de services publics cohérente et efficace!

Les éléments conjoncturels ayant un impact « valeur » sur les dépenses de personnel (point d'indice gelé) ne devraient pas changer courant 2019....On ne s'attend pas à de grandes variations de ce poste de dépenses.

En conséquence, il peut être envisagé, à ce stade de la prévision budgétaire, un niveau des dépenses de personnel 2019 proche des dépenses réalisées en 2018 (avec prise en compte du nouveau chef de projet « cœur de ville »)













Les principales orientations en fonctionnement :

Les subventions aux associations

Ce poste de dépenses sera légèrement revalorisé pour 2019

335 178 € versés en 2018

Les charges financières

Pour l'année 2019, la période de taux bas se poursuivra avec des courbes de taux pilotés par la BCE (banque centrale européenne). Les taux longs devraient restés relativement faibles. La dette de la ville étant essentiellement à taux fixe, les charges sont donc connues et fixes.

335 000 € d'Intérêts période (2019) – 11 416 € (ICNE 2018) + 13 428 € (ICNE 2019) Charges financières estimées à : 337 012 €

Les participations financières – Pontivy Communauté

19 250 € TTC : Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH-RU)













Les principales orientations en fonctionnement :

Les Dotations

La dotation forfaitaire de l'État en hausse



Une hausse attendue de la DSU et de la DSR, ces dotations de péréquation verticale sont évalués dans la strate des populations de plus de 15 000 habitants.

Le FPIC, la ville de PONTIVY devrait connaître une baisse de - 8,9 % de cette recette en 2019 (219 357 € en 2018).

Données prévisionnelles

	previsionnenes
DOTATIONS	2019
Dotation Forfaitaire (DF)	1 819 517 €
Dotation Solidarité Urbaine (DSU)	438 988 €
Dotation Solidarité Rurale (DSR)	410 192 €
Dotation Nationale de Péréquation (DNP)	271 167 €
Fond de Péréquation Intercommunale (FPIC)	199 738 €
Attribution de compensation	1 900 000 €
	<i>= 5 039 602 €</i>

Population DGF 2019: 15 857 habitants















Les principales orientations en fonctionnement :

Les Tarifs municipaux

Les tarifs des services municipaux 2019 ont été votés par délibération lors du conseil municipal du 10 décembre 2018. La proposition d'évolution peut se baser sur l'indice de prix des dépenses communales, hors charges financières.

L'indice de prix des dépenses communales reflète le prix du « panier » des biens et services constituant la dépense communale. Son évolution permet donc d'évaluer la hausse des prix supportée par les communes, indépendamment des choix effectués en termes de niveau de dépenses. L'analyse de la dynamique de cet indice spécifique permet de démontrer que les acteurs publics subissent sur longue période une « inflation » plus vive que celle des ménages en raison des spécificités de la dépense publique communale.

Communes de 3 500 à 30 000 habitants

	- Ju	n 2018	2010 - 2017
Base 100 en 2010	Valeur Evolution sur 1 a de l'indice (4T / 4T)		Évolution annuelle moyenne
Indice de prix des dépenses communales hors charges financières	112,4	1,41 %	1,36 %
Y compris charges financières	109,0	1,14 %	0,94 %
Indice des prix à la consommation hors tabac	109,6	1,18 %	0,90 %

Source: https://www.labanguepostale.com/content/dam/groupe/actus-pub/pdf/etudes/finances-locales/2018/Indice-de-prix-nov-2018-LBP-AMF.pdf















Les principales orientations en Investissement :

REPONDRE AUX BESOINS DES HABITANTS TOUT EN PREPARANT LE PONTIVY DE DEMAIN

- ✓ Être un acteur vigilant sur les grands projets d'investissement et leurs conséquences ;
- ✓ Restaurer et améliorer les patrimoines bâtis, culturels et naturels ;
- ✓ Veiller à maintenir le niveau de services apporté à la population.

ORGANISER UN ESPACE URBAIN HARMONIEUX ADAPTE AUX ENJEUX DE DEMAIN

- ✓ Entretenir la voirie et les réseaux, en tenant compte des nouveaux revêtements à utiliser ;
- ✓ Valoriser le patrimoine bâti communal.

REDYNAMISER LE CENTRE VILLE – Actions « Cœur de Ville »

- ✓ Favoriser un développement économique et commercial;
- ✓ Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions ;
- ✓ Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine ;
- ✓ Fournir l'accès aux équipements et services publics.















Les principales orientations en Investissement :

Les subventions d'équipement - Pontivy Communauté

200 000 € HT : Aménagement de la rue Colbert

60 000 € HT : Implantation de colonnes enterrées en centre-ville de Pontivy

6 000 € HT : Toilettes publiques – pôle échange multimodal (PEM – ancienne gare)

288 428 HT: Terrain de camping (% de subventions à déduire)

Soit 554 428 € HT















□ NOS PROJETS (€)

INTITULES	REALISATIONS 2018	LES RESTES A REALISER 2018 (Engagés non mandatés)
Aménagements Urbains/Réseaux	2 270 872,63€	772 715,68€
Patrimoine	627 118,19€	205 232,07€
Sports / Loisirs	208 328,07€	144 687,44€
Matériels / Véhicules	334 028,15€	26 623,93€

















Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: WINDETTE - CEGID



□ NOS PROJETS (€)

INTITULES	REALISATIONS 2018	LES RESTES A REALISER 2018 (Engagés non mandatés)
Bâtiments	231 886,30€	77 603,41€
Scolaire / Jeunesse	194 911,02€	4 473,68€
Culturel	49 866,71€	49 297,04€
Espaces verts	38 758,74€	20 071,80€





















□ NOS PROJETS (€)

INTITULES	REALISATIONS 2018	LES RESTES A REALISER 2018 (Engagés non mandatés)
Associations	4098,00€	4044,00€
Sécurité	91 325,29€	0€
Divers	14 647,55€	0€















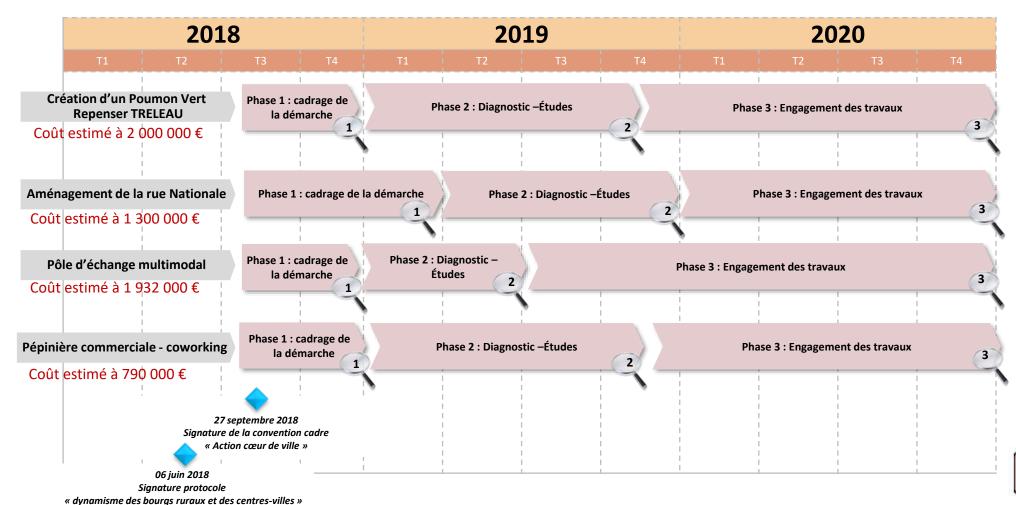




Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: WINDETTE - CEGID



□ Actions « Cœur de Ville »









PONTIVY





☐ Actions « Cœur de Ville »

Dynamisme des cent	tres villes – d	ispositif régional 2017	Action
Projets	Coûts	Financements	Projets
Aménagement de la rue nationale	1 300 00 €	Région: 350 600 € Département : 150 000 € Ville : 799 400 €	Pôle d'échange
E-portail commerce et bornes WIFI	62 000 €	Etat: 12 000€ Europe: 30 000 € Ville: 20 000€	Multimodal
Pépinière commerciale	300 000 €	Etat: 120 000€ Ville: 180 000€	
Coworking	490 000 €	Etat: 170 000€ Pontivy Cté: 70 000€ Ville: 250 000€	Camping
		Région: 117 400€	Liaisons douces
Effacement des réseaux	400 000 €	SDEM: 65 000 € Ville: 217 600€	Pôle économique tertiaire
Poumon vert	1 000 000 €	Etat: 608 620€	Tole economique tertiaire
Aménagement de la rue Quinivet	1 000 000 €	Pontivy Cté: 300 000€ Ville: 1 091 380€	îlot urbain
Espaces associatifs	450 000 €	Etat: 204 000€ Département: 75 000€ Ville: 171 000€	Autres projets à définir sous forme de fiche
Concertation et communication	50 000 €	Etat: 30 000€ Ville: 20 000€	action

Action Cœur de ville – dispositif national 2018						
Projets		Notes				
Pôle d'échange Multimodal	1 932 000€	Europe: 183 000€ Etat: 280 000€ Région 500 000€ Ville: 540 896€ Pontivy Cté: 164 000€ FCTVA: 264 104€				
Camping	2 541 712€	Etat: 135 000 € Etat: 450 000€ Département: 322 625€ Région: 150 000 Autofinancement: 1 179012€ FCTVA 305 075€				
Liaisons douces	Etude sur les déplacemer public (1er trimestre 201	nts, les circulations, le stationnement et l'espace 9)				
Pôle économique tertiaire	_	destination pour la création d'un bâtiment de mique et associative 1er semestre 2019)				
îlot urbain	Etude de changement de réhabilitation (2ème trime	e destination pour l'accompagnement à la estre 2019)				
	Pépinière agroalimentaire					
Autres projets à définir	Rénovation et animation du château					
sous forme de fiche	Centre d'interprétation du patrimoine Napoléonien					
action	Equipements sportifs : Stade d'eau vive, skate g	ark, terrain de foot synthétique, bassin nordique				













Source : Etienne GODIER – Fiche d'action - État préparatoire au BP 2019



☐ Évolution du besoin en financement : L'autofinancement prévisionnel

De nombreux paramètres ne sont pas encore connus précisément (dotation globale, dotation de péréquation, bases fiscales, politique d'accompagnement des tiers publics.....

En l'état actuel des hypothèses retenues et des données connues à ce jour, l'autofinancement brut devrait se situer entre 2,4 et 2,5 Millions d'€ pour 2019.

Avec un remboursement du capital des emprunts de 1,2 Millions d'€, l'autofinancement net est évalué pour le budget à environ 1,2 M€, auquel on ajoute le FCTVA* ainsi que la TLE.

Endettement (M€)	Scénar	io 1 – 2019	Scénar	io 2 – 2019
Épargne nette	Hypothèse autofina 1 200 000 € —	ncement	Hypothèse autofina 1 200 000 €	ncement
FCTVA*	+ 460 000 €	= 6 805 000 €	+ 460 000 €	<i>= 7 805 000</i> €
TLE*	+ 150 000 €	de recettes prévisionnelles	+ 150 000 €	de recettes prévisionnelles
Nouveaux emprunts 2019	+ 3 000 000 €	pour l'équipement	+ 4 000 000 €	pour l'équipement
Trésorerie	+ 500 000 €		+ 500 000 €	
Subventions d'investissement	+ 1 495 000 €		+ 1 495 000 €	
Dépenses prévisionnelles d'investissement	6 800 000 €		7 800 000 €	

*FCTVA: fond de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

*TLE : taxe locale d'équipement

Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: CEGID - WINDETTE









PONTIVY





☐ Données retenues pour la prospective : Produits de fonctionnement



€	2019	2020	2021	2022	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Produits fct courant stricts	15 429 265	5 604 820	15 745 368	15 889 111	1,0 %	1,1 %	0,9 %	0,9 %
Impôts et taxes	10 971 633	11 104 423	11 212 243	11 323 177	1,1 %	1,2 %	1,0 %	1,0 %
Contributions directes	7 747 155	7 900 730	8 028 274	8 157 928	1,7 %	2,0 %	1,6 %	1,6 %
Impôts ménages	7 737 155	7 890 730	8 018 274	8 147 928	1,7 %	2,0 %	1,6 %	1,6 %
TP/CFE	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
CVAE	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
IFER	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	S.O.
TA FNB	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	S.O.
TASCOM	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
Rôles supplémentaires	10 000	10 000	10 000	10 000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Dotation communautaire reçue	2 058 000	2 058 000	2 058 000	2 058 000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
AC reçue	1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
DSC reçue	158 000	158 000	158 000	158 000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	S.O.
Attribution FPIC	199 738	193 920	188 272	182 789	-2,9 %	-2,9 %	-2,9 %	-2,9 %
Solde impôts et taxes	966 739	951 773	937 696	924 461	-1,5 %	-1,5 %	-1,5 %	-1,4 %
Dotations et participations	3 669 940	3 708 766	3 737 536	3 766 366	0,9 %	1,1 %	0,8 %	0,8 %
DGF	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261	0,7 %	0,8 %	0,6 %	0,7 %
Fonds de péréquation divers	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
Compensations fiscales	441 418	455 500	465 892	472 020	2,3 %	3,2 %	2,3 %	1,3 %
Compensations pertes bases	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
DCRTP	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
FCTVA fct	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	s.o.
Solde participations diverses	271 000	272 355	273 717	275 085	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Autres produits fct courant	787 692	791 631	795 590	799 568	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Produits des services	681 692	685 101	688 527	691 970	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Produits de gestion	106 000	106 530	107 063	107 598	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	S.O.	S.O.	S.O.	s.o.
Atténuations de charges	100 000	100 000	100 000	100 000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
PROD. FCT COURANT	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111	1,0 %	1,1 %	0,9 %	0,9 %
Produits exceptionnels larges *	0	0	0	0	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %
PROD. DE FONCTIONNEMENT	15 529 265	15 704 820	15 845 369	15 989 111	1,0 %	1,1 %	0,9 %	0,9 %
* v compris les produits financiers divers (76 - 762)								

^{*} y compris les produits financiers divers (76 - 762)

Données prévisionnelles 2019 -2022

Les recettes réelles totales de fonctionnement devraient s'établir pour fin 2019 à 15,4 Millions d'€.

La fiscalité :

Une recette estimée à quasiment 11 M€ soit une évolution moyenne de + 1,1 %

Produit des 3 taxes ménages (TH -TFB - TFNB) estimé à : 7,7 M€

Le FPIC* sera en baisse constante de -2,9%

Les dotations et participations* : se maintiennent + 0,9 %











Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : REGARDS







Données prévisionnelles 2019 - 2022

€	2019	2020	2021	2022	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Charges fct courant strictes	12 757 472	12 837 082	12 937 549	13 038 881	0,7 %	0,6 %	0,8 %	0,8 %
Charges à caractère général	3 606 985	3 625 020	3 643 145	3 661 360	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Charges de personnel	7 184 510	7 256 355	7 328 919	7 402 208	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	1 965 977	1 955 707	1 965 485	1 975 313	0,2 %	-0,5 %	0,5 %	0,5 %
Autres charges fct courant	0	0	0	0	s.o.	S.O.	S.O.	S.O.
Atténuations de produits	0	0	0	0	s.o.	S.O.	\$.0.	S.O.
Charges fct courant	12 757 472	12 837 082	12 937 549	13 038 881	0,7 %	0,6 %	0,8 %	0,8 %
Charges exceptionnelles larges *	56 150	26 000	26 000	26 000	-22,6 %	-53,7 %	0,0 %	0,0 %
Charges fct hs intérêts	12 813 622	12 863 082	12 963 549	13 064 881	0.6 %	0,4 %	0,8 %	0,8 %
Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709	8,8 %	7,2 %	9,4 %	9,8 %
Charges de fonctionnement	13 138 671	13 211 685	13 344 787	13 483 590	0,9 %	0,6 %	1,0 %	1,0 %

^{*} y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

Les dépenses réelles totales de fonctionnement.

On prévoit une hausse de + 0,9 % en moyenne sur les 4 années à venir











Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: REGARDS





☐ Données retenues pour la prospective : Analyse synthétique des dotations



		2019	2020	2021	2022
Population totale lissée		15 562	15 562	15 562	15 562
Résidences secondaires		239	239	239	239
Majoration places de caravanes*		56	56	56	56
Population DGF		15 857	15 857	15 857	15 857
(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou DSR BC en n-1					

Données prévisionnelles 2019 -2022

La dernière publication de **l'INSEE enregistre en prévision 2019 + 316 habitants pour la ville de Pontivy**, soit un total de **15 562 Habitants.**

Le critère population DGF est pris en compte dans le calcul des différentes dotations qui nous sont allouées.













☐ Données retenues pour la prospective : Analyse synthétique des dotations



€	2019	2020	2021	2022			
Dotation forfaitaire (DF)	1 837 175	1 825 144	1 813 438	1 800 940			
Effet variation de population	32 123	0	0	0			
Effet prélèvement pour péréquation	-14 465	-12 031	-11 706	-12 498			
Contribution RFP	0	0	0	0			
Effet CPS*	0	0	0	0			
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	1 120 347	1 155 767	1 184 490	1 218 321			
dont DSU	438 988	461 329	481 431	501 993			
dont DSR	410 192	424 417	436 629	450 450			
dont DNP	271 167	270 021	266 430	265 877			
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	0			
+ Ajustements	0	0	0	0			
= DGF (A)	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261			
FDTP	0	0	0	0			
+ FPIC	199 738	193 920	188 272	182 789			
+ Compensation perte de bases	0	0	0	0			
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0			
= Fonds de péréquation (B)	199 738	193 920	188 272	182 789			
Compensations fiscales (C)	441 418	455 500	465 892	472 020			
DOTATIONS (A) + (B) + (C)	3 598 678	3 630 331	3 652 092	3 674 069			
(*) En 2011, la fraction CPS de la DC est augmentée à hauteur de la suppression du prélèvement FT et diminuée du mo							

Données prévisionnelles 2019 -2022

Évolution de la DGF

On observe un baisse de la dotation forfaitaire (-0,7% en moyenne) cependant elle est compensée par la hausse des dotations d'aménagement de + 2,8 %.











Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : REGARDS



☐ Scénario 1 :



Charges exceptionnelles larges: inscrit au chapitre 67, il regroupe des dépenses, telles que les titres annulés sur l'exercice antérieur ou les bourses et prix.

Capacité de désendettement : Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette.

Chaîne de l'épargne

2019	2020	2021	2022
15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111
12 757 472	12 837 082	12 937 549	13 038 881
2 771 793	2 867 739	2 907 820	2 950 229
-56 150	-26 000	-26 000	-26 000
0	0	0	0
56 150	26 000	26 000	26 000
2 715 643	2 841 739	2 881 820	2 924 229
325 049	348 603	381 238	418 709
2 390 594	2 493 135	2 500 582	2 505 520
1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
1 211 411	1 173 002	1 105 824	951 764
	15 529 265 12 757 472 2 771 793 -56 150 0 56 150 2 715 643 325 049 2 390 594 1 179 183	15 529 265	15 529 265

Encours de la dette

€	2019	2020	2021	2022
Encours au 31.12	13 777 221	15 409 894	17 185 172	18 955 512
Epargne brute	2 390 594	2 493 135	2 500 582	2 505 520
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	5,8	6,2	6,9	7,6

Épargne Brute : Excédent de liquidité qui permet de :

- Faire face au remboursement de la dette;
- Financer tout ou partie de l'investissement.

Épargne Nette : solde dégagé sur la section de fonctionnement – l'annuité de la dette pour :

 participer à l'autofinancement des seules dépenses d'investissements.













Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : REGARDS



☐ Scénario 1 :



FCTVA: le fonds de compensation pour la TVA a pour objet la compensation de la TVA acquittée sur les investissements. sur la base d'un taux

forfaitaire.

TLE: la taxe locale d'équipement à l'occasion d'opérations de constructions immobilières, afin d'aider à financer les équipements (routes, assainissement, écoles...) induits par l'urbanisation

Financement de l'investissement

€	2019	2020	2021	2022
Dép. d'inv. hs annuité en capital	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dép. d'inv. hs dette	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses d'équipement	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses directes d'équipement	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	554 428	0	0	0
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	0	0	0	0
Remboursements anticipés	0	0	0	0
Financement des investissements	6 361 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Epargne nette	1 211 411	1 173 002	1 105 824	951 764
Ressources propres d'inv. (RPI)	612 285	874 191	724 140	724 140
FCTVA	462 285	724 191	574 140	574 140
Produits des cessions	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 13146)	0	0	0	0
Diverses RPI	150 000	150 000	150 000	150 000
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes)	0	0	0	0
Subventions yc DGE / DETR	1 495 077	0	0	0
Emprunt	3 042 404	2 952 806	3 170 036	3 324 096
Variation de l'excédent global	-500 000	0	0	0
€	2019	2020	2021	2022
Excédent global de clôture (EGC)	351 278	351 278	351 278	351 278

Dépenses d'équipements prévisionnelles

Ensemble de recettes prévisionnelles pour financer les équipements futurs











Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: REGARDS



☐ Scénario 2 :



exceptionnelles Charges larges: inscrit au chapitre 67, il regroupe des dépenses, telles que les titres annulés sur l'exercice antérieur ou les bourses et prix.

Capacité de désendettement : Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette.

Chaîne de l'épargne

	€	2019	2020	2021	2022							
	Produits de fct. courant	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111							
	- Charges de fct. courant	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880							
	= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	2 771 794	2 867 739	2 907 821	2 950 230							
	+ Solde exceptionnel large	-56 150	-26 000	-26 000	-26 000							
	= Produits exceptionnels larges*	0	0	0	0							
_	Charges exceptionnelles larges*	56 150	26 000	26 000	26 000							
ľ	= EPARGNE DE GESTION (EG)	2 715 644	2 841 739	2 881 821	2 924 230							
	- Intérêts	325 049	368 603	424 073	484 954							
	= EPARGNE BRUTE (EB)	2 390 595	2 473 136	2 457 748	2 439 276							
	- Capital	1 179 183	1 361 290	1 473 783	1 673 970							
	= EPARGNE NETTE (EN)	1 211 411	1 111 847	983 964	765 306							
ľ	* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et pro	ovisions réelles	(dotations et re	* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)								

Encours de la dette

€	2019	2020	2021	2022
Encours au 31.12	14 777 220	17 315 064	20 018 349	22 740 105
Epargne brute	2 390 595	2 473 136	2 457 748	2 439 276
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	6,2	7,0	8,1	9,3

Épargne Brute : Excédent de liquidité qui permet de:

- Faire face au remboursement de la dette ;
- Financer tout ou partie de l'investissement.

Épargne Nette : solde dégagé sur la section de fonctionnement – l'annuité de la dette pour :

participer à l'autofinancement des seules dépenses d'investissements.













Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: REGARDS





☐ Scénario 1 :



FCTVA: le fonds de compensation pour la TVA a pour objet la compensation de la TVA acquittée sur les investissements, sur la base d'un taux forfaitaire.

TLE: la taxe locale d'équipement à l'occasion d'opérations de constructions immobilières, afin d'aider à financer les équipements (routes, assainissement, écoles...) induits par l'urbanisation

Financement de l'investissement

2019	2020	2021	2022	
7 861 177	6 000 000	6 000 000	6 000 000	•
7 861 177	6 000 000	6 000 000	6 000 000	
7 306 749	6 000 000	6 000 000	6 000 000	
554 428	0	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
7 861 177	6 000 000	6 000 000	6 000 000	
7 361 177	6 000 000	6 000 000	6 000 000	
1 211 411	1 111 847	983 964	765 306	
612 285	989 019	838 968	838 968	-
462 285	839 019	688 968	688 968	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
150 000	150 000	150 000	150 000	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
1 495 077	0	0	0	_
4 042 404	3 899 134	4 177 068	4 395 726	J.
-500 000	0	0	0	_
	7 861 177 7 861 177 7 306 749 554 428 0 0 0 7 861 177 7 361 177 7 361 177 1 211 411 612 285 462 285 0 0 150 000 0 1 495 077 4 042 404	7 861 177 6 000 000 7 861 177 6 000 000 7 306 749 6 000 000 554 428 0 0 0 0 0 0 0 0 0 7 861 177 6 000 000 7 861 177 6 000 000 7 861 177 6 000 000 7 361 177 6 000 000 1 211 411 1 111 847 612 285 989 019 462 285 839 019 0 0 150 000 150 000 0 1495 077 0 4 042 404 3 899 134	7 861 177 6 000 000 6 000 000 7 861 177 6 000 000 6 000 000 7 306 749 6 000 000 6 000 000 554 428 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 7 861 177 6 000 000 6 000 000 7 361 177 6 000 000 6 000 000 7 361 177 6 000 000 6 000 000 1 211 411 1 111 847 983 964 612 285 989 019 838 968 462 285 839 019 688 968 0 0 0 150 000 150 000 150 000 150 000 150 000 0 0 0 0 0 14 042 404	7 861 177 6 000 000 6 000 000 6 000 000 6 000 000 7 861 177 6 000 000 6 000 000 6 000 000 6 000 000 7 306 749 6 000 000 6 000 000 6 000 000 6 000 000 554 428 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 7 861 177 6 000 000 6 000 000 6 000 000 6 000 000 7 361 177 6 000 000 6 000 000 6 000 000 6 000 000 1 211 411 1 111 847 983 964 765 306 612 285 989 019 838 968 838 968 688 968 0 0 0 0 0 0 0 0 150 000 150 0

€	2019	2020	2021	2022
Excédent global de clôture (EGC)	351 278	351 278	351 278	351 278

Dépenses d'équipements prévisionnelles

Ensemble de recettes prévisionnelles pour financer les équipements futurs











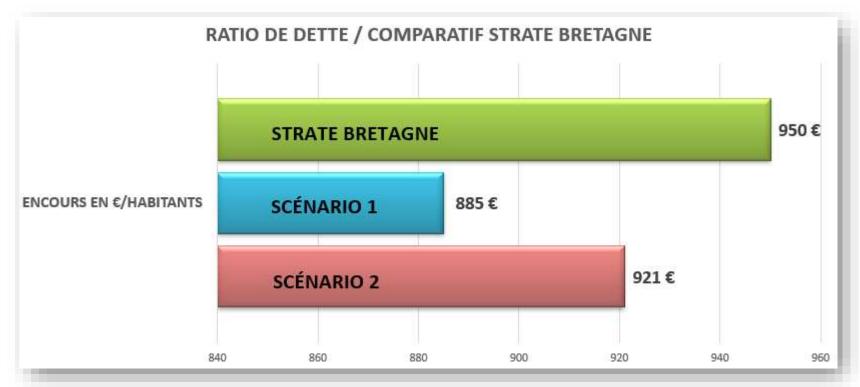


Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : REGARDS



☐ Comparatif Strate Bretagne - Ratio de la dette

(données 2016 - de 10 000 à moins 20 000 habitants)



Source: Outil de gestion, de pilotage et de prospective: REGARDS - https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/statistiques/brochures/fc_2016.pdf













Adresses utiles

Sites institutionnels

Assemblée Nationale: http://www.assemblee-nationale.fr/

Sénat : http://www.senat.fr/

Journal officiel: http://www.journal-officiel.gouv.fr/

Légifrance: http://www.legifrance.gouv.fr/

Cour des comptes et chambres régionales des comptes : http://www.ccomptes.fr/fr/

INSEE: http://www.insee.fr/fr/accueil

IPSOS: https://www.ipsos.com/fr-fr/les-francais-et-le-service-public-local-0

Sites ministériels

Ministère de l'Economie et des finances :

http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/farandole/ressources/2017/pap/pdf/PLF2017.pdf

Le portail de l'Etat au service des collectivités : http://www.collectivites-locales.gouv.fr/

Associations d'élus

Association des maires de France (AMF): http://www.amf.asso.fr/

Association des petites villes de France (APVF): http://www.apvf.asso.fr/

Fédération des maires des villes de France et agglomérations : http://www.villesdefrance.fr/

Assemblée des communautés de France (ADCF): http://www.adcf.org/

France Urbaine Métropoles Agglos et Grandes villes : http://www.franceurbaine.org/

Assemblée des départements de France (ADF): http://www.departements.fr/

Association des régions de France (ARF): http://www.arf.asso.fr/













GLOSSAIRE

Épargne de gestion : RECETTES COURANTES du 70 au 75 = EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION OU EPARGNE DE GESTION (*)

représente la richesse créée par « l'activité courante » et mesure la capacité de la commune à assumer son train de vie courant

Épargne nette :



C'est le solde dégagé sur la section de fonctionnement pour participer à l'autofinancement des seules dépenses d'investissements

Résultat d'exercice :



En y rajoutant les recettes d'origines externes (fctva, taxes d'urbanisme, subventions, emprunts) ainsi que le solde exceptionnel, on peut ainsi évaluer la manière dont la commune a financé son programme et éventuellement généré au final du fond de roulement.

Produit Intérieur Brut:

Le produit intérieur brut est un indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier — pour un pays et une année donnée — la valeur totale de la « production de richesse » effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire.

La croissance du PIB est un indicateur de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie.







PONTIVY



Avez-vous des Questions?

















☐ Enquête IPSOS publiée le 11/10/2018









GRAND PUBLIC

1000 Français constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Du 12 au 16 septembre 2018

Échantillon représentatif de la population française interrogé par Internet. Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération et région de résidence



FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX
 500 fonctionnaires territoriaux

Du 12 au 19 septembre 2018

Échantillon représentatif des fonctionnaires territoriaux interrogé par Internet. Méthode des quotas : sexe, âge, et catégorie d'appartenance



Ce rapport a été élaboré dans le respect de la norme internationale ISO 20252 « Etudes de marché, études sociales et d'opinion ». Il a été relu et validé par Stéphane Zumsteeg, Directeur de département.









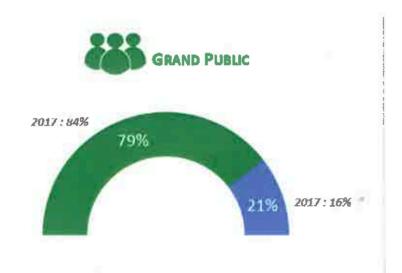


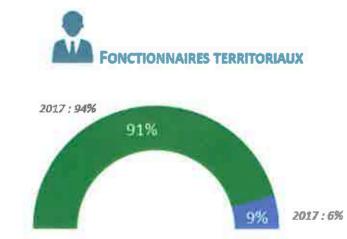




Comme en 2017, les collectivités locales bénéficient nettement plus de la confiance

du Grand public et des fonctionnaires territoriaux que l'Etat





PLUTÔT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

PLUTIOT A L'ETAT

Question : De manière générale, à qui faites-vous le plus confiance pour organiser les services publics là où vous habitez ? (Base : Ensemble)







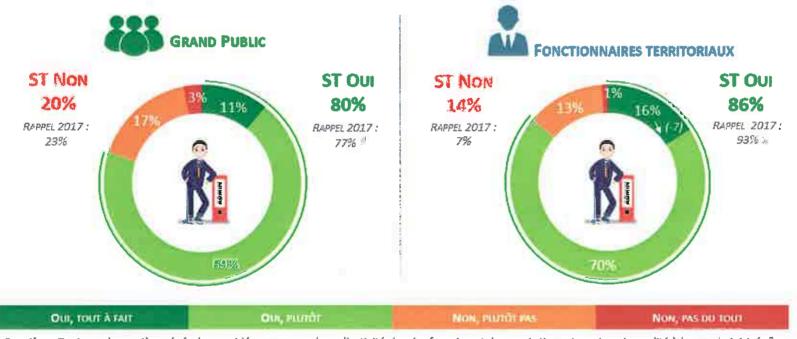








Une confiance qui s'explique notamment par la satisfaction que suscitent les prestations et les services fournis par les collectivités locales à leurs administrés



Question : Toujours de manière générale, considérez-vous que les collectivités locales fournissent des prestations et services de qualité à leurs administrés ?













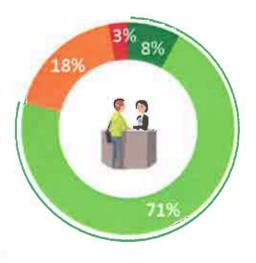


Si le Grand public est majoritairement satisfait des prestations dont il bénéficie en tant qu'usager, cette satisfaction est toutefois peu marquée





RAPPEL 2017 : 25%





RAPPEL 2017 : 75% *

TRES SATISFAIT PLITTOT SATISFAIT PLOTÔT MÉCONTENT TRES MÉCONTENT

Question : Personnellement, en tant qu'usager de ces services publics locaux, diriez-vous que vous êtes satisfait ou mécontent de la qualité des prestations et services dont vous pouvez bénéficier ?











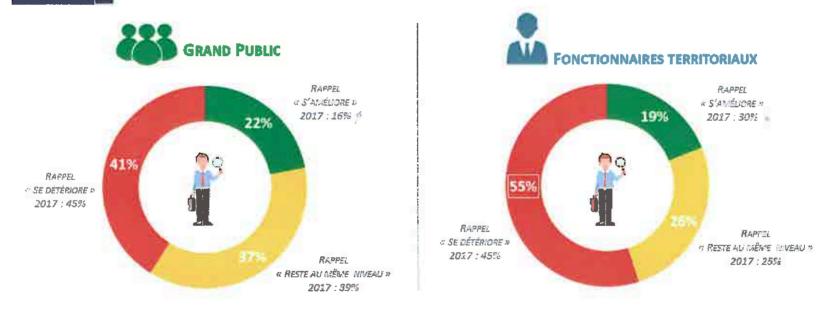




Selon la majorité des fonctionnaires territoriaux, la qualité des prestations et des services

se détérior**e**

S'AMELIORE



Question : Et par rapport à il y a quelques années, avez-vous l'impression que la qualité de ces prestations et services ?





SE CHETEROCHO.











Principale raison de cette détérioration ? Le sentiment que les collectivités locales ne pourront pas remplir leurs nouvelles missions sans les dotations financières nécessaires





		Rappel 2017		Rappel 2017	
Les collectivités locales peuvent tout à fait remplir leurs nouvelles missions sans avoir à augmenter les impôts locaux ou à baisser le niveau de leurs prestations en faisant des économies sur leur fonctionnement	47%	49%	28%	34%	
Les collectivités locales ne pourront pas remplir leurs nouvelles missions et maintenir le même niveau de prestations sans augmenter les tarifs ou augmenter	53%	51%	72%	66%	

Question : Les collectivités locales déplorent régulièrement le fait que l'État leur confie ae plus en pius ae compétences sans leur allouer les dotations financières nécessaires à ces nouvelles missions. À ce sujet, de laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ? (Base : Ensemble)

les impôts locaux















Les postes sur lesquels il faudrait augmenter

les dépenses des collectivités locales





50%

LES POMPIERS



49%

LA FORMATION DES INFIRMIÈRES



46%

LES CRÈCHES ET L'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE



46%

LA FORMATION DES LES C DEMANDEURS L'ACCUEI D'EMPLOI





56%

LES CRÈCHES ET L'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE



51%

LES POMPIERS



50%

LA FORMATION DES INFIRMIÈRES

Question : Pour les années qui viennent, faut-il selon vous augmenter, diminuer ou ne pas changer les dépenses des collectivités locales dans chacun des domaines suivants ? (Base : Ensemble) - % « Augmenter »









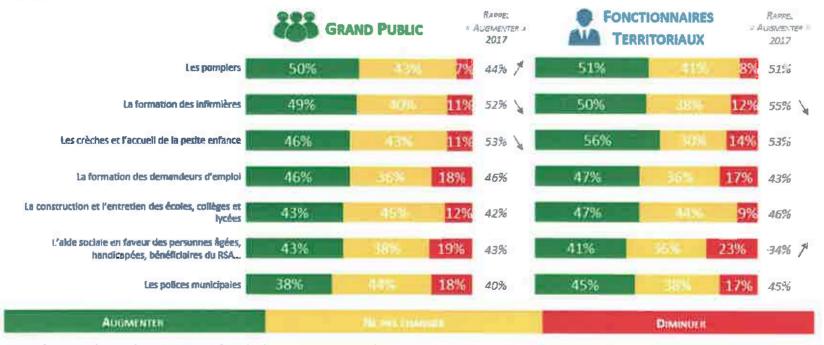






L'opinion sur l'évolution des dépenses des collectivités dans chaque domaine

1/2



Question : Pour les années qui viennent, faut-il selon vous augmenter, diminuer ou ne pas changer les dépenses des collectivités locales dans chacun des domaines suivants ?







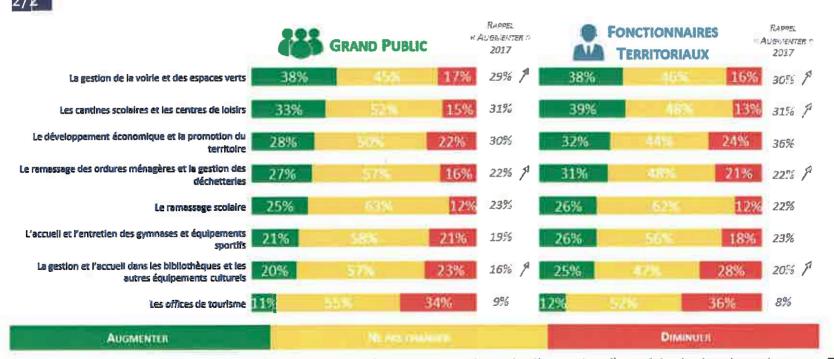








L'opinion sur l'évolution des dépenses des collectivités dans chaque domaine



Question : Pour les années qui viennent, faut-il selon vous augmenter, diminuer ou ne pas changer les dépenses des collectivités locales dans chacun des domaines suivants ?















L'opinion du Grand public et des fonctionnaires territoriaux sur différentes politiques publiques





90%

IL FAUDRAIT ORGANISER

(...) L'INSTALLATION DES

NOUVEAUX MÉDECINS

DANS LES ZONES À FAIBLE

DENSITÉ MÉDICALE



88%

ÎL PAUDRAIT RENPORCER LE CONTRÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES PAR DES AUDITS CITOYENS



88%

LES RÉGIONS DEVRARENT AVOIR LA POSSIBILITÉ O'ADAPTER À LEUR CONTEXTE LOCAL CEREAMES RÈGLEMENTATIONS DÉCIDÉES À L'ÉCHELLE NATIONALE



FONCTIONNAIRES TERRITORIAU



95%

IL FAUDRAIT ORGANISER
(...) L'INSTALLATION DES
NOUVEAUX MÉDECINS
DANS LES ZONES À FAIBLE
DENSITÉ MÉDICALE



91%

ON MODERS TROP
SOLVENT
L'ONGANESATION
INSTITUTIONNELLE ET
TERRITORIALE DU
TERRITORIALE DU



88%

IL FAUDRATT QUE LE SERVICE PUBLIC LOCAL SOIT REMFORCÉ EN 2019L QUI LE POUR MIEUR ÉQUITERER LA VIE DES TERRITORES



88%

SI LES COLLECTIONNES LOCALES DONVINT FAIRE 215 SCONDAISS (....), C'EST AVART TOUR AUX E.US LOCALES PLUTÖT QU'À L'ETAT DE DÉCOME IL QUELLES ÉCOMONIES IL FAUT FAIRE

Question : Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités locales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous

êtes: % « D'accord »









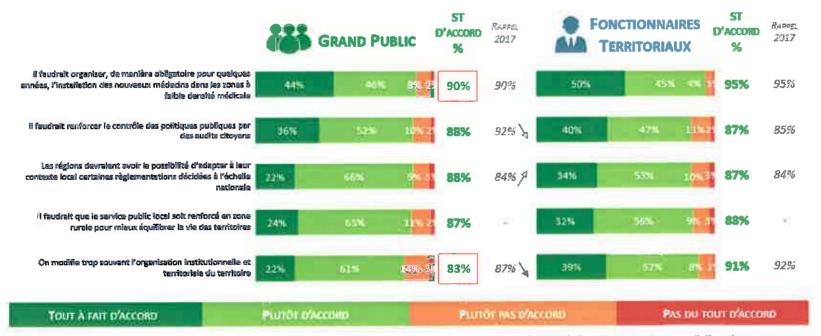






Les réformes attendues par le Grand public et les fonctionnaires territoriaux

1/2



Question : Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités locales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes : 1













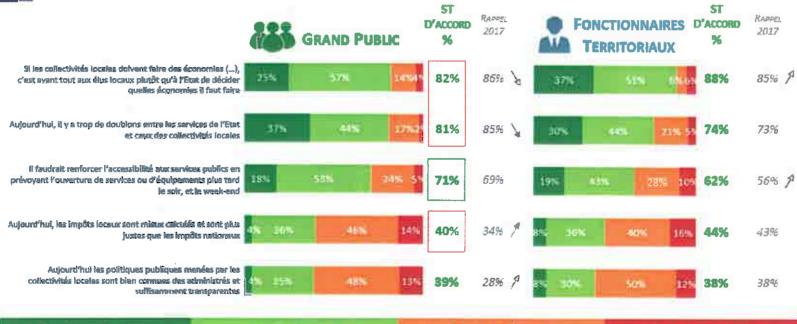


Les réformes attendues par le Grand public et les fonctionnaires territoriaux

PLUTOI D'ACCORD

2/2

TOUT A FAIT D'ACCORD



Question : Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités locales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes :

PRUTOT PRS D'ACCORD





PAS DU TOUT D'ACCORD





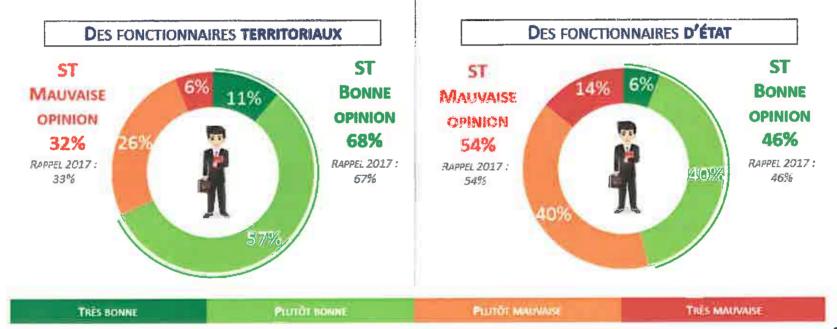






Si les fonctionnaires territoriaux continuent d'être bien perçu<mark>s, le Grand public</mark> est bien plus partagé sur l'image qu'il a des fonctionnaires d'Etat





Question: Vous personnellement, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise opinion...?















Fonctionnaires territoriaux comme Français sont majoritairement favorables à l'évolution du statut de la fonction publique vers plus de souplesse

GRAND	
PUBLIC	

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX



Rappel 2017



Roppel 2017

Conserver ce statut mais en le faisant évoluer vers plus de souplesse (par exemple, en favorisant la mobilité et les mesures de reclassement



56%

60%

58%

58%

Supprimer ce statut et le faire évoluer vers des contrats de droit privé



23%

3%

Conserver le statut de la fonction publique Sadulité changel

ou en favorisant les passerelles entre le public et le privé)



39%

Question: Vous personnellement, pensez-vous qu'il faut?















L'opinion du Grand public et des fonctionnaires territoriaux sur la fonction publique territoriale





89%

CONCERNANT LE
RECRUTEMENT DE CADRES
ISSUS DU PRIVÉ, IL EST
MÉCESSAIRE DE FIXER DES
PRINCIPES ET DES RÈGLES
DÉONTOLOGIQUES POUR
ÉVITER LES COMFLITS
D'INTÉRÊT ...



83%

CONCERNANT LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE, IL PAUDANT PAVONISER LA MOBILITÉ ENTRE LES FONCTIONNAIRES D'ETAT, CEUX DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET CEUX DES HÔFITALIX



82%

Concernant la Mauté fonction publique (...), il faudrant l'ouvrir à des hommes et des frames lesus d'autres horizons



FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX



91%

CONCERNANT LE
RECRUTEMENT DE CADRES
ISSUS DU PRIVÉ, IL EST
NÉCESSAIRE DE PUGR DES
PRINCIPES ET DES RÈGLES
DÉONTOLOGIQUES POUR
ÉVITER LES CONFLITS
O'INTÉRÊT ...



83%

CONCERNANT LA HAUTE PONCTION PUBLIQUE, IL PAUDRAIT FANORISER LA MORIJITÉ ENTRE LES PONCTIONNAIRES D'ÉTAT, CRUS DES CELECTIVITÉS LOCALES ET CRUX LES MÔDITALIN



80%

CONCERNANT LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE (...), IL FAUDRAT L'OUVER À DES HOMINES ET DES FÉMINES ISSUS D'AUTRES HORIZONS

Question : Voici une série d'opinions que l'on entend au sujet de la fonction publique territoriale. Pour chacune d'elles, dites-mo! si vous êtes personnellement : - "% « D'accord »















L'avis du Grand public sur l'évolution de la fonction publique





Question : Voici une série d'opinions que l'on entend au sujet de la fonction publique territoriale. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes personnellement :















L'avis des fonctionnaires territoriaux sur l'évolution de la fonction publique





Question : Voici une série d'opinions que l'on entend au sujet de la fonction publique territoriale. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes personnellement :















Les fonctionnaires territoriaux restent avant tout attachés à l'obligation de continuité du service public et à l'obligation de neutralité





En premier Au total

Question : Ce statut est la contrepartie d'obligations et de devoirs. Parmi ceux qui suivent, pouvez-vous me dire ceux auxquels vous êtes personnellement le plus attaché : Total supérieur à 100% car deux réponses étaient possibles















Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE RESULTATS COMPLETS

2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2 21/01/2019

Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

GRANDS EQUILIBRES

2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2

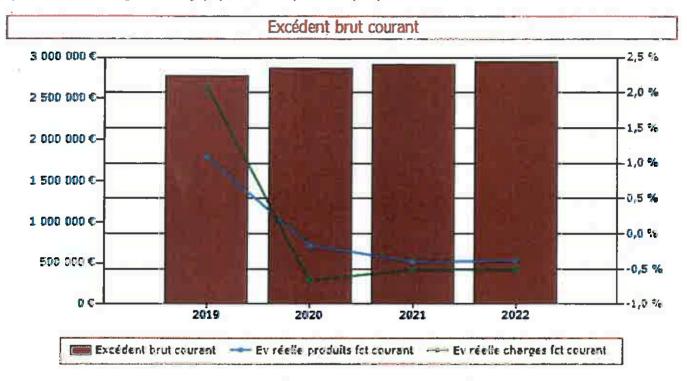
21/01/2019

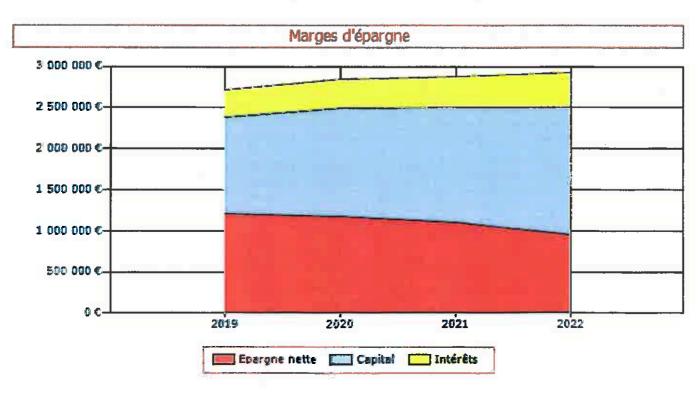
CHAINE DE L'EPARGNE

CHAINE DE L'EPARGNE

€	2019	2020	2021	2022
Produits de fonctionnement courant	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111
- Charges de fonctionnement courant	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	2 771 794	2 867 739	2 907 821	2 950 230
+ Solde exceptionnel large	-56 150	-26 000	-26 000	-26 000
= Produits exceptionnels larges*	0	O	0	C
- Charges exceptionnelles larges*	56 150	26 000	26 000	26 000
= EPARGNE DE GESTION (EG)	2 715 644	2 841 739	2 881 821	2 924 230
- Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709
= EPARGNE BRUTE (EB)	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
- Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
= EPARGNE NETTE (EN)	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 765

^{*} y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)





CHAINE DU FINANCEMENT : MONTANT

Produits fonctionnement courant stricts	2019 15 429 265	2020 15 604 820	2021 15 745 368	2022 15 889 11
	*******************************		11 212 243	
Impôts et taxes	10 971 633	11 104 423	8 028 274	11 323 17 8 157 92
Contributions directes	7 747 155 2 058 000	7 900 730		2 058 00
Dotation communautaire reçue	2 056 000	2 058 000	2 058 000	2 000 00
Reversements conventionnels reçus	100 700	400,000	400 070	400.70
Attribution FPIC	199 738	193 920	188 272	182 78
Solde impôts et taxes	966 739	951 773	937 696	924 46
Dotations et participations	3 669 940	3 708 766	3 737 536	3 766 36
DGF	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 26
Fonds de péréquation divers	0	. 0	이	
Compensations fiscales	441 418	455 500	465 892	472 02
Compensations pertes de bases	0	0	0	
DCRTP	0	0	0	
FCTVA fct	0	0	0	
Solde participations diverses	271 000	272 355	273 717	275 08
Autres produits de fct courant	787 692	791 631	795 590	799 56
Produits des services	681 692	685 101	688 527	691 97
Produits de gestion	106 000	106 530	107 063	107 59
Produits divers d'exploitation	0	0	0	
Atténuations de charges	100 000	100 000	100 000	100 00
Produits de fonctionnement courant (A)	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 11
Produits exceptionnels larges	0	0	0	
Produits financiers divers	0	0	0	
Produits exceptionnels	0	o	o	
Produits de fonctionnement (B)	15 529 265	15 704 820	15 845 369	15 989 11
Charges fonctionnement courant strictes	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 88
Charges à caractère général	3 606 985	3 625 020	3 643 145	3 661 36
Charges de personnel	7 184 510	7 256 355	7 328 919	7 402 20
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	1 965 976	1 955 706	1 965 485	1 975 31
Autres charges (ct courant	1 300 310	000 700	0	10100
Attenuations de produits	0	0	0	
Reversements conventionnels versés	,	ő	0	
	٥	0	0	
Contributions fiscales (FPIC,)	ď	o o		
Pénalité contractualisation	ا	0	9	
Solde atténuations de prodults	40.757.474	42 027 004	42 027 548	42 02B B
Charges de fonctionnement courant (C)	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 88
EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)	2 771 794	2 867 739	2 907 821	2 950 23
Charges exceptionnelles larges	56 150	26 000	26 000	26 00
Frais financiers divers	0	0	0	
Charges exceptionnelles	56 150	26 000	26 000	26 00
Charges de fct. hors intérêts (D)	12 813 621	12 863 081	12 963 548	13 064 88
EPARGNE DE GESTION (B-D)	2 715 644	2 841 739	2 881 821	2 924 23
ntérêts (E)	325 049	348 603	381 238	418 70
Charges de fonctionnement (F = D+E)	13 138 670	13 211 684	13 344 786	13 483 58
EPARGNE BRUTE (G = B-F)	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 62
Capital (H)	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 75
EPARGNE NETTE (I = G-H)	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 70
Dépenses d'investissement hors dette	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 00
Remboursement anticipé	0	0	0	
Dép d'inv hors annuité en capital	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 0
EPARGNE NETTE	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 7
Ressources propres d'inv. (RPI)	612 285	874 191	724 140	724 14
	012 203	01-10	72-7 1-10	124 (
Opérations pour compte de tiers (Rec)	, i	U	,	
Fonds affectés (amendes,)	405.07	0	Ů	
Subventions yc DGE / DETR	1 495 077	0	0.470.00	0.004
Emprunt	3 042 404	2 952 805	3 170 035	3 324 0
Variation de l'excédent global	-500 000	0	0	
	351 278	351 278	351 278	351 2

INDICES DE COUVERTURE

COUVERTURE DU CAPITAL PAR L'EPARGNE BRUTE

€	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
Couverture du capital	2,0	1,9	1,8	1,6

COUVERTURE DE LA DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (DAP) PAR L'EPARGNE BRUTE

€	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
Dotation aux amortissements nette	0	4 000	4 000	4 000
Couverture de la DAP	0,0	623,3	625,1	626,4

COUVERTURE DU DEFICIT D'EPARGNE NETTE PAR LES RECETTES PROPRES D'INV. (RP!)

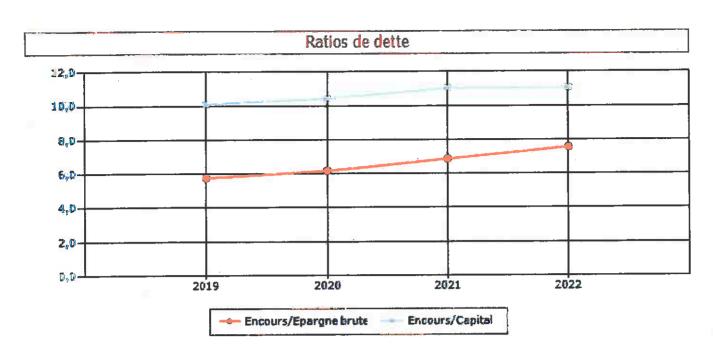
€	2019	2020	2021	2022
Epargne nette	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 765
Recettes propres d'investissement	612 285	874 191	724 140	724 140
Taux d'utilisation des RPI	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice RPI	3,0	2,3	2,5	2,3

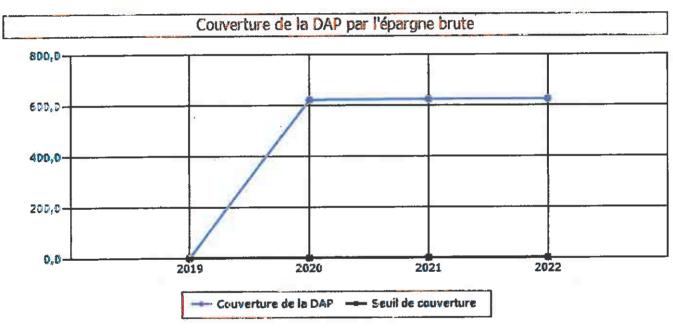
COUVERTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR L'EPARGNE BRUTE (en années)

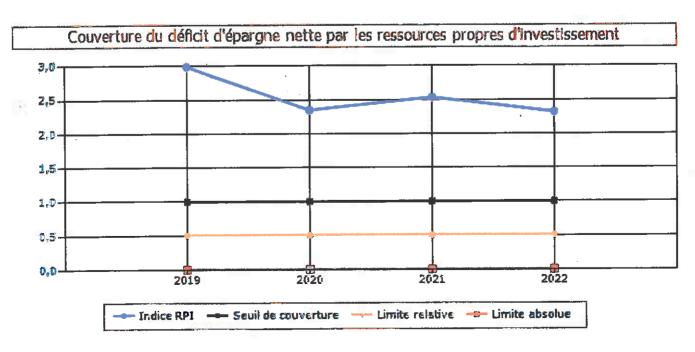
•	2019	2020	2021	2022
Encours de la dette (au 31/12)	13 777 220	15 409 892	17 185 170	18 955 509
Epargne brute	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
Encours / Epargne brute (années)	5,8	6,2	6,9	7,6

DUREE APPARENTE DE LA DETTE

	2019	2020	2021	2022
Encours de la dette (au 01/01)	11 914 000	13 777 220	15 409 892	17 185 170
Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
Encours / Capital (années)	10,1	10,4	11,0	11,1







6

INDICATEURS CLES

RATIOS D'ANALYSE

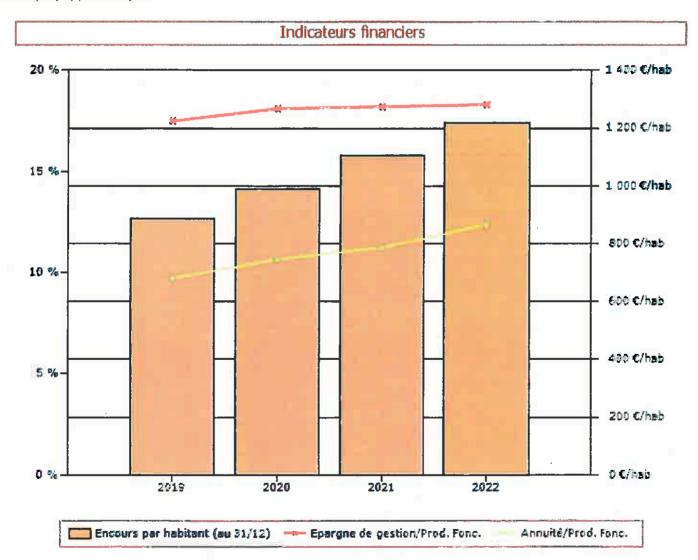
	2019	2020	2021	2022
Excéd. brut courant / Produits Fct	17,8%	18,3%	18,4%	18,5%
Epargne de gestion / Produits Fct	17,5%	18,1%	18,2%	18.3%
Epargne brute / Produits Fct	15,4%	15,9%	15,8%	15,7%
Epargne nette / Produits Fct	7.8%	7,5%	7,0%	6.0%
Epargne nette / Dép. d'Inv. (hors dette)	17,7%	23,5%	22,1%	19,0%
Emprunt / Dép. d'inv. (hors dette)	44,3%	59,1%	63,4%	66.5%
Encours au 31/12 / Produits Fct	88,7%	98,1%	108,5%	118,6%
Annuité / Produits Fct	9,7%	10,6%	11,2%	12,3%

INDICATEURS D'ANALYSE

	2019	2020	2021	2022
Indice RPI	3,0	2,3	2,6	2,3
Epargne brute / DAP	0,0	623,3	626,1	626,4
Effort fiscal DGF	1,2191	1,2152	1,2110	1,2005
Encours (au 31/12) / Epargne brute	5,8	6,2	6,9	7,6
Encours / hab (au 31/12)	885,3	990,2	1 104,3	1 218,1

RPI = Ressources propres d'investissement (FCTVA, Cessions, ...)

Indice RPI (IRPI) = (Epnette + RPI) / RPI



ANALYSE DU FONCTIONNEMENT : MONTANT

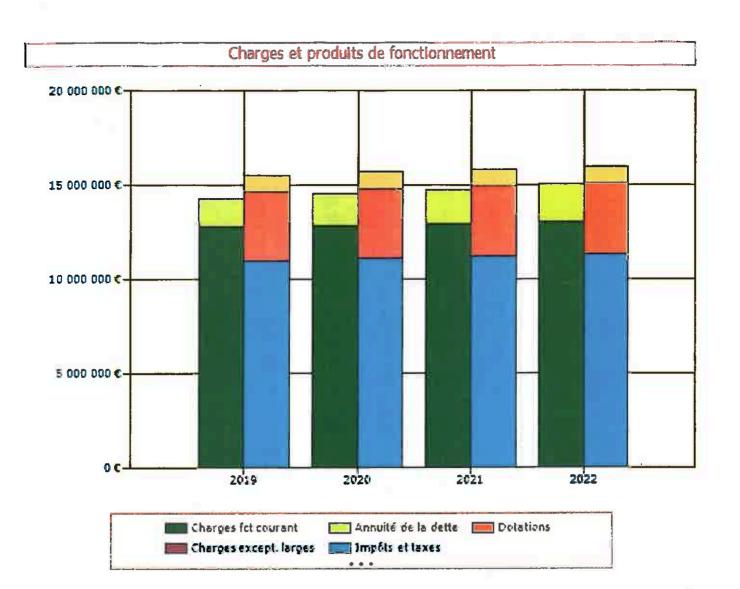
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

€	2019	2020	2021	2022
Produits fonctionnement courant stricts	15 429 265	15 604 820	15 745 368	15 889 111
Impôts et taxes	10 971 633	11 104 423	11 212 243	11 323 177
Contributions directes	7 747 155	7 900 730	8 028 274	8 157 928
Impôts ménages larges	7 737 155	7 890 730	8 018 274	8 147 928
TP/CFE	o	0	0	0
CVAE	0	0	o	0
IFER	0	0	0	0
TA FNB	0	0	o	0
TASCOM	0	0	0	(
Rôles supplémentaires	10 000	10 000	10 000	10 000
Dotation communautaire reçue	2 058 000	2 058 000	2 058 000	2 058 000
AC reçue	1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
DSC reçue	158 000	158 000	158 000	158 000
Reversements conventionnels reçus	0	D	0	(
Attribution FPIC	199 738	193 920	188 272	182 789
Solde impôts et taxes	966 739	951 773	937 696	924 461
Dotations et participations	3 669 940	3 708 766	3 737 536	3 766 366
DGF	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261
Fonds de péréquation divers	0	0	0	(
Compensations fiscales	441 418	455 500	465 892	472 020
Compensations pertes bases	0	0	0	(
DCRTP	0	0	. 0	(
FCTVA fct	0	0	0	(
Solde participations diverses	271 000	272 355	273 717	275 085
Autres produits de fct courant	787 692	791 631	795 590	799 568
Produits des services	681 692	685 101	688 527	691 970
Produits de gestion	106 000	106 530	107 063	107 598
Produits divers d'exploitation	0	0	0	(
Atténuations de charges	100 000	100 000	100 000	100 000
Produits de fonctionnement courant	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111
Produits exceptionnels larges	0	0	0	(
Produits financiers divers	0	0	0	(
Produits exceptionnels	0	0	0	
Produits de fonctionnement	16 529 265	15 704 820	15 845 369	15 989 111

CHARGES DE FONCTIONNEMENT LARGES

	2019	2020	2021	2022
Charges fonctionnement courant strictes	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880
Charges à caractère général	3 606 985	3 625 020	3 643 145	3 661 360
Charges de personnel	7 184 510	7 256 355	7 328 919	7 402 208
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	1 965 976	1 955 706	1 965 485	1 975 312
Autres charges fct courant	0	0	0	0
Atténuations de produits	0	0	0	0
Reversements conventionnels versés	0	0	0	0
Contributions fiscales (FPIC,)	0	0	0	0
Pénalité contractualisation		0	0	0
Solde atténuations de produits	0	0	0	0
Charges de fonctionnement courant	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880
Charges exceptionnelles larges	56 150	26 000	26 000	26 000
Frais financiers divers	0	Ō	O	0
Charges exceptionnelles	56 150	26 000	26 000	26 000
Charges de fonctionnement ha intérêts	12 813 621	12 863 081	12 963 548	13 064 880
Annuité de la dette	1 504 233	1 668 736	1 775 995	1 972 465
Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709
Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
Charges de fonctionnement larges	14 317 853	14 531 817	14 739 543	15 037 345

8



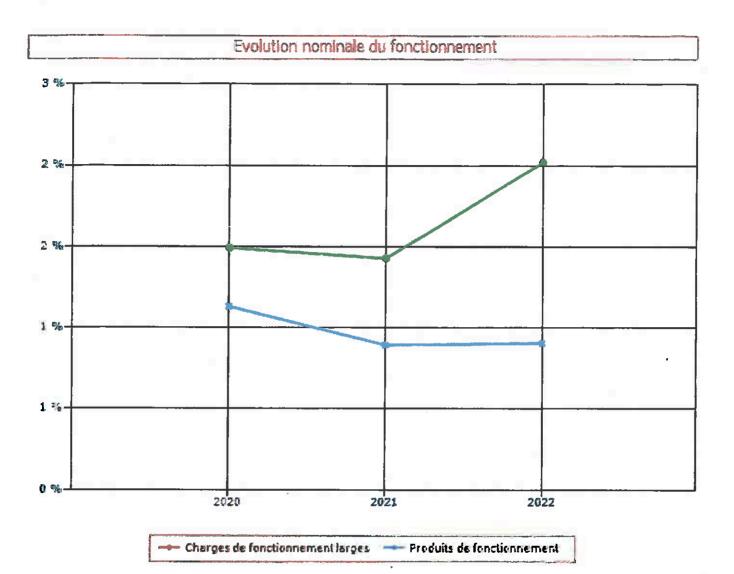
ANALYSE DU FONCTIONNEMENT : EVOLUTION NOMINALE

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

	Moy,	2020/19	2021/20	2022/21
Produits fonctionnement courant stricts	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%
impôts et taxes	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%
Contributions directes	1,7%	2,0%	1,6%	1,6%
Impôts ménages larges	1,7%	2,0%	1,6%	1,6%
TP/CFE	s.o.	s.o.	8.0.	S.O.
CVAE	s.o.	\$.0.	s.o.	s.o.
IFER	s.o.	\$.O.	8.0.	8.0.
TA FNB	s.o.	s.o.	s.o.	S.O.
TASCOM	8.0.	s.o.	s.o.	S.O.
Rôles supplémentaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotation communautaire reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AC reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
DSC reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Reversements conventionnels reçus	\$.0.	8.0.	s.o.	6.0.
Attribution FPIC	-2,9%	-2,9%	-2,9%	-2,9%
Solde impôts et taxes	-1,5%	-1,5%	-1,5%	-1,4%
Dotations et participations	0,9%	1,1%	0,8%	0,8%
DGF	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%
Fonds de péréquation divers	s.o.	5.0.	s.o.	S.O.
Compensations fiscales	2,3%	3,2%	2,3%	1,3%
Compensations pertes bases	8.0.	8.0.	s.o.	8.0.
DCRTP	8.0.	s.o.	8.0.	5.0.
FCTVA fct	s.o.	s.o.	8.0.	s.o.
Solde participations diverses	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres produits de fct courant	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Produits des services	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Produits de gestion	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Produits divers d'exploitation	s.o.	s.o.	8.0.	8.0.
Atténuations de charges	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits de fonctionnement courant	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%
Prodults exceptionnels larges	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Prodults financiers divers	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Produits exceptionnels	s.o.	s.o.	8.0.	8.0.
Produits de fonctionnement	1,0%	1,1%	0.9%	0,9%

CHARGES DE FONCTIONNEMENT LARGES

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Charges fonctionnement courant strictes	0,7%	0,6%	0,8%	0,8%
Charges à caractère général	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Charges de personnel	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	0,2%	-0,5%	0,5%	0,5%
Autres charges fct courant	\$.0.	s.o.	8.0.	8.0.
Atténuations de produits	\$.0.	8.0.	8.0.	S.O.
Reversements conventionnels versés	8.0.	8.0.	s.o.	S.O.
Contributions fiscales (FPIC,)	s.o.	8.0.	8.0.	s.o.
Pénalité contractualisation	s.o.	s.o.	s.o.	S.O.
Solde atténuations de produits	S.O.	s.o.	s.o.	s.o.
Charges de fonctionnement courant	0,7%	0,6%	0,8%	0,8%
Charges exceptionnelles larges	-22,6%	-53,7%	0,0%	0,0%
Frais financiers divers	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Charges exceptionnelles	-22,6%	-53,7%	0,0%	0,0%
Charges de fonctionnement hs intérêts	0,6%	0,4%	0,8%	0,8%
Annuité de la dette	9,5%	10,9%	6,4%	11,1%
Intérêts	8,8%	7,2%	9,4%	9,8%
Capital	9,6%	12,0%	5,7%	11,4%
Charges de fonctionnement larges	1,6%	1,5%	1,4%	2,0%

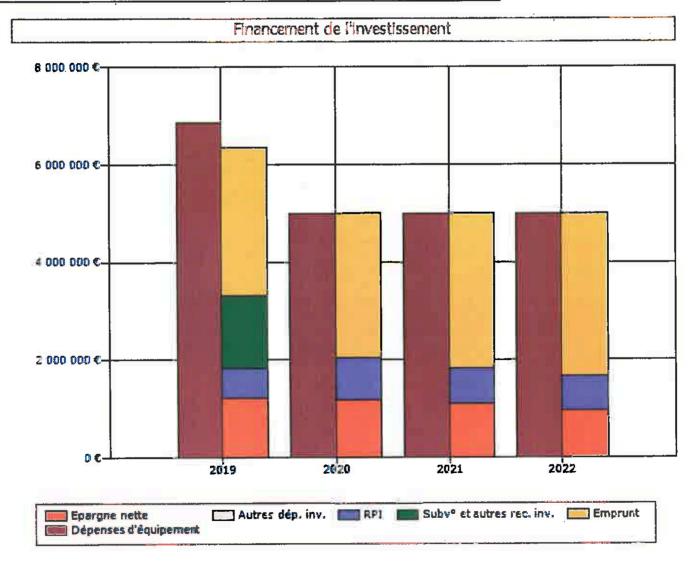


FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses directes d'équipement	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	554 428	0	0	C
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	C
Dépenses financières d'investissement	0	0	0	C
Remboursement anticipé	0	0	O	
Dép d'inv hors annuité en capital	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Financement de l'investissament	6 361 177	6 000 000	5 000 000	5 000 000
EPARGNE NETTE	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 765
Ressources propres d'inv. (RPI)	612 285	874 191	724 140	724 140
FCTVA	462 285	724 191	574 140	574 140
Produits des cessions	0	0	0	C
Diverses RPI	150 000	1.50 000	150 000	150 000
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	(
Fonds affectés (amendes,)	o	0	0	(
Subventions yc DGE / DETR	1 495 077	0	0	(
Emprunt	3 042 404	2 952 805	3 170 035	3 324 095
Variation de l'excédent global	-500 000	0	0	(

•	2019	2020	2021	2022
Excédent global de clôture (EGC)	351 278	351 278	351 278	351 278



STRUCTURE DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

Moyenne 2019/2022	€	€/hab	Structure	
Dépenses d'équipement	5 465 294	351,19	100,0%	
Dépenses directes d'équipement	5 326 687	342,29	97,5%	
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	138 607	8,91	2,5%	
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0,00	0,0%	
Dépenses financières d'investissement	0	0,00	0,0%	
Remboursement anticipé	0	0,00	0,0%	
Dép d'inv hors annuité en capital	5 465 294	351,19	100,0%	
Financement de l'investissement	5 340 294	343,16	97,7%	
EPARGNE NETTE	1 110 501	71,36	20,3%	
Ressources propres d'inv. (RPI)	733 689	47,15	13,4%	
FCTVA	583 689	37,51	10,7%	
Produits des cessions	0	0,00	0,0%	
Diverses RPI	150 000	9,64	2,7%	
Opérations pour cpte de tlers (rec)	0	0,00	0,0%	
Fonds affectés (amendes,)	0	0,00	0,0%	
Subventions yc DGE / DETR	373 769	24,02	6,8%	
Emprunt	3 122 335	200,64	57,1%	
Variation de l'excédent global	-125 000	-8,03	-2,3%	

Moyenne 2019/2022	€	€hab	Structure
Excédent global de clôture (EGC)	351 278	22,57	6.4%

Financement de l'investissement 120 % 100 % 80 % 60 % 20 % 2019/2022

Dépenses d'équipement

INFORMATIONS FINANCIERES

ELEMENTS DE CALCUL DES RATIOS

The second of th	i. 👅			
Population	15 562	15 562	15 562	15 56 2
Dép. réelles de fct hors travaux en régie	13 138 670	13 211 684	13 344 786	13 483 589
Dépenses réelles de fonctionnement	13 138 670	13 211 684	13 344 786	.13 483 589
Charges de personnel (012)	7 184 510	7 256 355	7 328 919	7 402 208
Dép. réelles de fct yc remb. dette	14 317 853	14 531 817	14 739 543	15 037 345
Recettes réelles de fonctionnement	15 529 265	15 704 820	15 845 369	15 989 111
Dépenses d'équipement brut	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Encours de dette (31/12)	13 777 220	15 409 892	17 185 170	18 955 509
DGF	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261
Produit 4 taxes hs reversement TP	7 747 155	7 900 730	8 028 274	8 157 928
Produit 4 taxes yc reversement TP	9 805 155	9 958 730	10 086 274	10 215 928
Produit 4 taxes élargi	9 500 165	9 689 564	9 844 542	9 747 072
Produit 3 taxes	7 737 155	7 890 730	8 018 274	8 147 928
Potentiel fiscal 4 taxes corrigé	13 264 228	13 630 058	13 942 683	14 310 471
Potentiel fiscal 3 taxes	8 942 470	9 236 843	9 457 195	9 696 097

RATIOS FINANCIERS

· 建设设施设施 (1980年)			P 4	propher.
1 - DRF hs travaux en régie / Population	844,3	849,0	857,5	866,4
2 - Produit 4T hs revers TP / Population	497,8	507,7	515,9	524,2
2bis -Produit 4T yc revers TP / Population	630,1	639,9	648,1	656,5
3 - Recettes réelles fct / Population	997,9	1 009,2	1 018,2	1 027,4
4 - Dépenses d'équipt brut / Population	405,3	321,3	321,3	321,3
5 - Encours de dette (31/12) / Population	885,3	990,2	1 104,3	1 218,1
6 - DGF / Population	186,5	188,0	189,1	190,4
7 - Charges personnel / Dép. réelles fct	55%	55%	55%	55%
8 - Coeff. mobilisation du pot. fiscal	0,000	0,000	0,000	0,000
8bis - Coeff. mobilisation du PF élargi	0,697	0,695	0,688	0,681
8ter - Coeff. mobilisation du PF 3 taxes	0,838	0,834	0,827	0,840
9 - DRF yc remb. dette / RRF	92%	93%	93%	94%
10 - Dette totale (31/12) / RRF	89%	98%	108%	119%
11 - Dép. d'équipt brut / RRF	41%	32%	32%	31%

Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE DU FONCTIONNEMENT

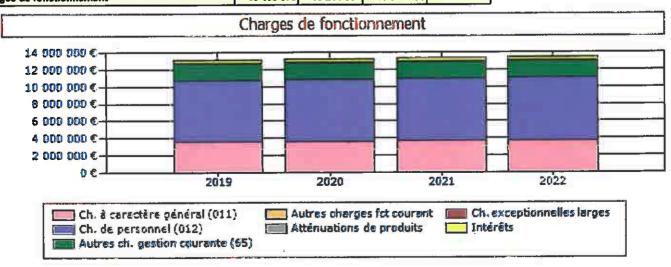
2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2 21/01/2019

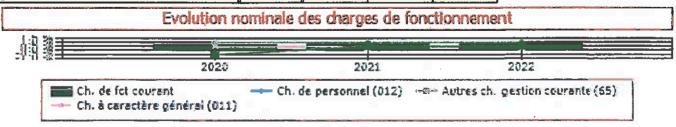
CHARGES DE FONCTIONNEMENT: MONTANT

€	2019	2020	2021	2022
Charges fct courant strictes	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880
Charges à caractère général	3 606 985	3 625 020	3 643 145	3 661 360
Eau	88 520	88 963	89 407	89 854
Electricité	622 500	625 613	628 741	631 885
Fournitures petit équipement gestionnaire	70 967	71 322	71 678	72 037
Fournitures de voirie	50 000	50 250	50 501	50 754
Autres matières fournitures de gestion	237 400	238 587	239 780	240 979
Autres matières fournitures autre gestion	137 387	138 074	138 764	139 458
Contrats de prestation de services	870 196	874 547	878 920	883 315
Locations mobilières	79 390	79.787	80 186	80 587
Entretien Réparation voies et réseaux	80 000	80 400	80 802	81 206
Entretien Réparation matériel roulant	56 220	56 501	56 784	57 068
Maintenance	201 947	202 957	203 971	204 991
Assurances	50 000	50 250	50 501	50 754
Honoraires	32 697	32 860	33 025	33 190
Fêtes et cérémonies	49 670	49 918	50 168	50 419
Spectacles et animations	202 382	203 394	204 411	205 433
Foires et expositions	0	0	o	0
Catalogues et imprimés	49 929	50 179	50 430	50 682
Transport collectif	59 845	60 144	60 445	60 747
Frais d'affranchissement	39 100	39 296	39 492	39 689
Frais de télécommunication	62 235	62 546	62 859	63 173
Solde charges à caractère général	566 599	569 432	572 279	575 141
Charges de personnel	7 184 510	7 256 355	7 328 919	7 402 208
Autres charges de gestion courante	1 965 976	1 955 706	1 965 485	1 975 312
Dotation compensation charges	0	0	0	0
Indémnités élus	144 100	144 821	145 545	146 272
Service d'incendie	510 000	512 550	515 113	517 688
Autres contributions obligatoires	436 571	438 754	440 948	443 152
CCAS	470 000	472 350	474 712	477 085
Autres organismes (associations)	20 000	0	0	C
Solde autres charges de gestion courante	385 305	387 232	389 168	391 114
Autres charges fct courant	0	0	0	C
Atténuations de produits	0	0	0	0
Prélèvement fiscal CRFP	0	0	0	0
Contribution FPIC	. 0	0	. 0	0
Pénalité contractualisation		0	0	0
Solde atténuations de prodults	0	0	0	0
Charges de fonctionnement courant	12 757 471	12 837 081	12 937 548	13 038 880
Charges exceptionnelles larges	56 150	26 000	26 000	26 000
Frals financiers divers (66 hs int.)	0	0	0	C
Charges exceptionnelles (67)	56 150	26 000	26 000	26 000
Provisions semi-budgétaires (68)	0	0	0	
Charges de fct hors intérêts	12 813 621	12 863 081	12 963 548	13 064 880
Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709
Charges de fonctionnement	13 138 670	13 211 684	13 344 786	13 483 589



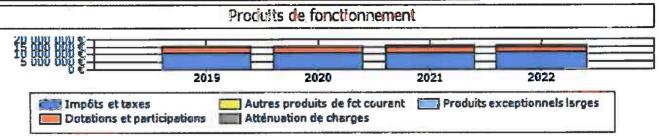
CHARGES DE FONCTIONNEMENT : EVOLUTION NOMINALE

	Моу	2020/19	2021/20	2022/21
Charges fct courant strictes	0,7%	0,6%	0,8%	0,8%
Charges à caractère général	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Eau	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Electricité	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Fournitures petit équipement gestionnaire	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Fournitures de voirie	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres matières fournitures de gestion	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres matières fournitures autre gestion	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Contrats de prestation de services	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Locations mobilières	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Entretien Réparation voies et réseaux	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Entretien Réparation matériel roulant	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Maintenance	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Assurances	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Honoraires	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Fêtes et cérémonies	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Spectacles et animations	0,5%	0,5%	0,5%	0.5%
Foires et expositions	s.o.	5.0.	5.0.	\$.0.
Catalogues et imprimés	0.5%	0,5%	0,5%	0,5%
Transport collectif	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Frais d'affranchissement	0,5%	0,5%	0.5%	0,5%
Frais de télécommunication	0,5%	0.5%	0,5%	0,5%
Solde charges à caractère général	0,5%	0.5%	0,5%	0,5%
Charges de personnel	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Autres charges de gestion courante	0,2%	-0,5%	0,5%	0,5%
Dotation compensation charges	8.0.	8.0.	8.0.	\$.0.
Indémnités élus	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Service d'incendie	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres contributions obligatoires	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
CCAS	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres organismes (associations)	-100,0%	-100,0%	s.o.	8.0.
Solde autres charges de gestion courante	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres charges fct courant	s.o.	s.o.	s.o.	3.0.
Atténuations de produits	8.0.	8.0.	8.0.	8.0.
Prélèvement fiscal CRFP	s.o.	8.0.	8.0.	8.0.
Contribution FPIC	s.o.	s.o.	8.0.	s.o.
Pénalité contractualisation	s.o.	s.o.	5.0.	s.o.
Solde atténuations de produits	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Charges de fonctionnement courant	0,7%	0,6%	0,8%	0,8%
Charges exceptionnelles larges	-22,6%	-53,7%	0,0%	0,0%
Frais financiers divers (66 hs Int.)	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Charges exceptionnelles (67)	-22,6%	-53,7%	0,0%	0,0%
Provisions semi-budgétaires (68)	\$.0.	8.0.	S.O.	s.o.
Charges de fct hors intérêts	0,6%	0,4%	0,8%	0,8%
Intérêts	8,8%	7,2%	9,4%	9,8%
Charges de fonctionnement			1,0%	
Charges de Tonctionnement	0,9%	0,6%	1,076	1,0%



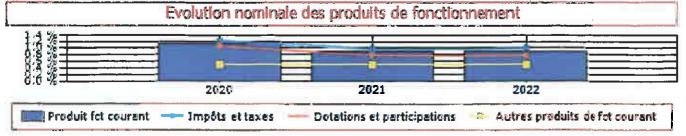


•	2019	2020	2021	2022
Produits fonctionnement courant stricts	15 429 265	15 604 820	15 745 368	15 889 111
Impôts et taxes	10 971 633	11 104 423	11 212 243	11 323 177
Contributions directes	7 747 155	7 900 730	8 028 274	8 157 928
Attribution de compensation reçue	1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
Dotation Solld. Ctaire reçue	158 000	158 000	158 000	158 000
Attribution FPIC	199 738	193 920	188 272	182 789
Taxe sur l'électricité	250 000	251 250	252 506	253 769
Emplacements publicitaires	110 000	110 000	110 000	110 000
Droits de mutation	350 000	332 500	315 875	300 081
Solde impôts et taxe	256 739	258 023	259 315	260 611
Dotations et participations	3 669 940	3 708 766	3 737 536	3 766 366
DGF	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261
Compensations fiscales	441 418	455 500	465 892	472 020
Compensation pertes de Bases	0	0	0	0
Fonds de péréquation divers	o	0	0	o
Dotation compensation réforme TP	o	0	0	0
FCTVA fct	0	0	· 0	0
Participations de l'Etat (Autres)	0	0	0	0
CCAS et caisses des écoles	90 000	90 450	90 902	91 357
Autres organismes	150 000	150 750	151 504	152 261
Solde participations diverses	31 000	31 155	31 311	31 467
Autres produits de fct courant	787 692	791 631	795 590	799 568
Produits des services et du domaine (70)	681 692	685 101	688 527	691 970
REOM	0	0	0	0
Mise à disposition de personnel (7084)	3 015	3 030	3 045	3 060
Concessions cimetières	17 170	17 256	17 342	17 429
Redevance d'occupation du domaine public	56 561	56 844	57 128	57 414
Redevances à caractère sportif	38 760	38 954	39 149	39 344
Centre aéré	33 565	33 733	33 901	34 071
CLSH	37 371	37 558	37 746	37 934
Vaçances pour tous	10 100	10 150	10 201	10 252
Garderies	25 251	25 377	25 504	25 632
Restaurant scolaire	227 256	228 392	229 534	230 682
Camping	21 245	21 351	21 458	21 565
Locations diverses (hors immeubles)	51 505	51 763	52 021	52 281
Remboursements de frais par d'autres redevables	60 602	60 905	61 210	61 516
Autres produits d'activités annexes (abonnements	60 602	60 905	61 210	61 516
Solde produits des services	38 689	38 883	39 078	39 273
Autres produits de gestion courante (75)	106 000	106 530	107 063	107 598
Revenus des immeubles	30 000	30 150	30 301	30 452
Revenus des immeubles (Salles)	68 000	68 340	68 682	69 025
Solde produits de gestion	8 000	8 040	8 080	8 121
Produits divers d'exploitation	0	0	. 0	0
Atténuations de charges	100 000	100 000	100 000	100 000
Produits de fonctionnement courant	15 529 265	15 704 820	15 845 368	15 989 111
Produits exceptionnels larges	0	0	0	0
Produits financiers divers (76 hs Int.)	0	0	0	0
Fonds de soutien emprunts risqués	0	0	0	0
Solde produits financiers divers (hs int.)	0	0	0	0
Produits exceptionnels (77)	0	0	0	0
Produits exceptionnels divers	52 523	53 206	53 898	54 598
Solde produits exceptionnels (hs cessions)	-52 523	-53 206	-53 898	-54 598
Reprises/provisions (78)	0	0	0	0
Produits de fonctionnement	15 529 265	15 704 820	15 845 369	15 989 111

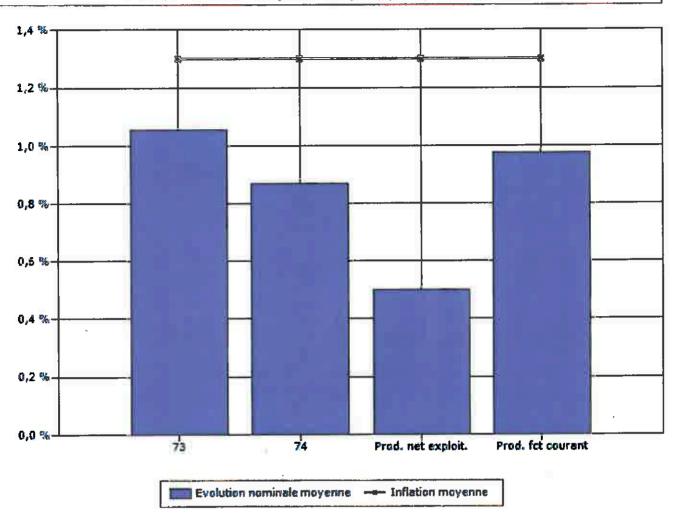


PRODUITS DE FONCTIONNEMENT : EVOLUTION NOMINALE

	Moy	2020/19	2021/20	2022/21
Produits fonctionnement courant stricts	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%
impôts et taxes	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%
Contributions directes	1,7%	2,0%	1,6%	1,6%
Attribution de compensation reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotation Solid. Ctaire reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Attribution FPIC	-2,9%	-2,9%	-2,9%	-2,9%
Taxe sur l'électricité	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Emplacements publicitaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Droits de mutation	-5,0%	-5,0%	-5,0%	-5,0%
Solde impôts et taxe	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Dotations et participations	0,9%	1,1%	0,8%	0,8%
DGF	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%
Compensations fiscales	2,3%	3,2%	2,3%	1,3%
Compensation pertes de Bases	8.0.	8.0.	6.0.	8.0.
Fonds de péréquation divers	8.0.	s.o.	s.o.	8.0.
Dotation compensation réforme TP	8.0.	8.0.	s.o.	8.0.
FCTVA fct	8.0.	\$.0.	s.o.	s.o.
Participations de l'Etat (Autres)	s.o.	s.o.	s.o.	S.O.
CCAS et caisses des écoles	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres organismes	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Solde participations diverses	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres produits de fct courant	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Produits des services et du domaine (70)	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
REOM	S.O.	s.o.	s.o.	\$.0.
Mise à disposition de personnel (7084)	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Concessions cimetières	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Redevance d'occupation du domaine public	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Redevances à caractère sportif	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Centre aéré	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
CLSH	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Vacances pour tous	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Garderies	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Restaurant scolaire	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Camping	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Locations diverses (hors immeubles)	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Remboursements de frais par d'autres redevables	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres produits d'activités annexes (abonnements	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Solde produits des services	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres produits de gestion courante (75)	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Revenus des immeubles	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Revenus des immeubles (Salles)	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Solde produits de gestion	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Produits divers d'exploitation	8.0.	8.0.	8.0.	\$.0.
Atténuations de charges	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
roduits de fonctionnement courant	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%
Produits exceptionnels larges	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Produits financiers divers (76 hs int.)	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Fonds de soutien emprunts risqués	s.o.	s.o.	8.0.	8.0.
Solde produits financiers divers (hs int.)	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Produits exceptionnels (77)	s.o.	\$.0.	S.O.	\$.0.
Produits exceptionnels divers	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Solde produits exceptionnels (hs cessions)	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Reprises/provisions (78)	S.O.	\$.0.	\$.0.	\$.0.
Produits de fonctionnement	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%







Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE DE L'INVESTISSEMENT

2019 - 2022

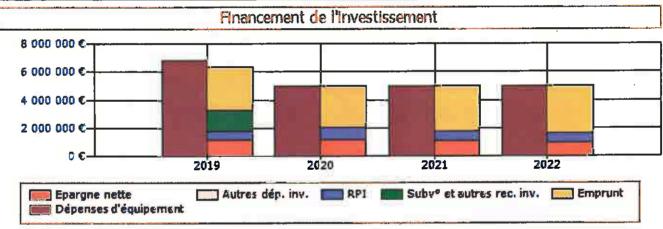
PONTIVY

Simulation n° 2 21/01/2019

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'investissement hors dette	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses d'équipement	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses directes d'équipement	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	554 428	0	0	0
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	0	0	0	0
Remboursement anticipé	0	0	0	0
Dép d'inv hors annuité en capital	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Financement de l'investissement	6 361 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
EPARGNE NETTE	1 211 411	1 173 003	1 105 825	951 765
Ressources propres d'inv. (RPI)	612 285	874 191	724 140	724 140
FCTVA	462 285	724 191	574 140	574 140
Produits des cessions	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 13146)	0	0	0	0
Diverses RPI	150 000	150 000	150 000	150 000
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes,)	0	0	0	. 0
Subventions yc DGE / DETR	1 495 077	0	0	0
Emprunt	3 042 404	2 952 805	3 170 035	3 324 095
Variation de l'excédent global	-500 000	0	0	0



STRUCTURE DU FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'investissement hors dette	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Dépenses d'équipement	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Dépenses directes d'équipement	91,9%	100,0%	100,0%	100,0%
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	8,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AC Investissement (Cpt 2046)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses financières d'inv.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Remboursement anticipé	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dép d'inv hors annuité en capital	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Financement de l'investissement	92,7%	100,0%	100,0%	100,0%
EPARGNE NETTE	17,7%	23,5%	22,1%	19,0%
Ressources propres d'inv. (RPI)	8,9%	17,5%	14,5%	14,5%
FCTVA	6,7%	14,5%	11,5%	11,5%
Produits des cessions	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AC Investissement (Cpt 13146)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Diverses RPI	2,2%	3,0%	3,0%	3,0%
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fonds affectés (amendes,)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subventions yc DGE / DETR	21,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Emprunt	44,3%	59,1%	63,4%	66,5%
Variation de l'excédent global	-7,3%	0,0%	0,0%	0,0%

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT MOYEN DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

Moyenne 2019/2022	€	€/hab	Structure	
Dépenses d'investissement hors dette	5 465 294	351,19	100,0%	
Dépenses d'équipement	5 465 294	351,19	100,0%	
Dépenses directes d'équipement	5 326 687	342,29	97,5%	
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	138 607	8,91	2,5%	
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0,00	0,0%	
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0,00	0,0%	
Dépenses financières d'inv.	0	0,00	0,0%	
Remboursement anticipé	0	0,00	0,0%	
Dép d'inv hors annuité en capital	5 465 294	351,19	100,0%	
Financement de l'investissement	5 340 294	343,16	97,7%	
EPARGNE NETTE	1 110 501	71,36	20,3%	
Ressources propres d'inv. (RPI)	733 689	47,15	13,4%	
FCTVA	583 689	37,51	10,7%	
Produits des cessions	0	0,00	0,0%	
AC Investissement (Cpt 13146)	0	0,00	0,0%	
Diverses RPI	150 000	9,64	2,7%	
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0,00	0,0%	
Fonds affectés (amendes,)	o	0,00	0,0%	
Subventions yc DGE / DETR	373 769	24,02	6,8%	
Emprunt	3 122 335	200,64	57,1%	
Variation de l'excédent global	-125 000	-8,03	-2,3%	

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

MONTANTS DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses directes d'équipement	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	554 428	0	0	0
Opérations pour compte de tiers (dép)	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0
Dépenses fin. et diverses hors dette	, O	0	0	0
Dépenses d'investissement hors dette	6 861 177	5 000 000	5 000 000	5 000 000

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE PAR HABITANT

	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	440,89	321,30	321,30	321,30
Dépenses directes d'équipement	405,27	321,30	321,30	321,30
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	35,63	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (dép)	0,00	0,00	0,00	0,00
AC Investissement (Cpt 2046)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses fin. et diverses hors dette	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement hors dette	440,89	321,30	321,30	321,30

DEPENSES D'EQUIPEMENT NETTES

€	2019	2020	2021	2022
Dépenses directes d'équipement nettes	4 811 672	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	554 428	o	0	0
Dépenses d'équipement nettes	5 366 100	5 000 000	5 000 000	5 000 000

DEPENSES D'EQUIPEMENT NETTES PAR HABITANT

	2019	2020	2021	2022
Dépenses directes d'équipement nettes	309,2	321,3	321,3	321,3
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	35,6	0,0	0,0	0,0
Dépenses d'équipement nettes	344,8	321,3	321,3	321,3

TAUX DE FCTVA ET DE SUBVENTIONS

PART DES DEPENSES DIRECTES D'EQUIPEMENT ELIGIBLES AU FCTVA

€	2019	2020	2021	2022
FCTVA	462 285	724 191	574 140	574 140
Dépenses directes d'équipement retenues	4 025 893	6 306 749	5 000 000	5 000 000
Taux de FCTVA	16,40%	16,40%	16,40%	16,40%
Part des dépenses directes éligibles	70,00%	70,00%	70,00%	70,00%

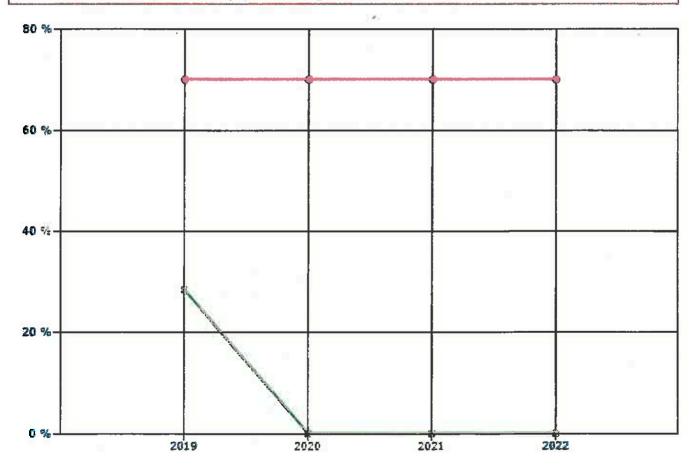
PART DES DEPENSES DIRECTES D'EQUIPEMENT SUBVENTIONNEES

€	2019	2020	2021	2022
Subventions	1 495 077	0	0	0
Dépenses directes d'équipement hs taxes	5 255 624	4 166 667	4 166 667	4 166 667
Taux de subvention des dép. directes	28%	0%	0%	û%
	2019	2020	2021	2022
Dépenses directes d'équipement	6 306 749	5 000 000	5 000 000	5 000 000
- Subventions	1 495 077	0	0	0,
= Dépenses directes d'équip, nettes	4 811 672	6 000 000	5 000 000	5 000 000

TAUX MOYEN DE FCTVA ET DE SUBVENTION

	Moyenne
Taux de dép. d'éqt éligibles au FCTVA	70,00%
Taux de dép. d'éqt subventionnées	8,4%

Dépenses d'équipement éligibles au FCTVA et subventionnées



Part dépenses directes d'éqt éligibles au Fctva --- Taux de subvention des dép. directes d'éqt

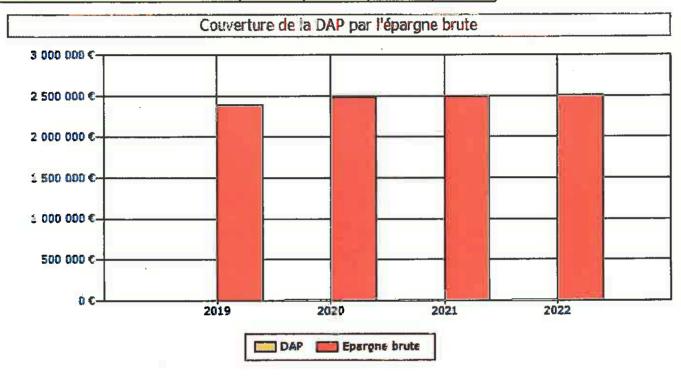
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

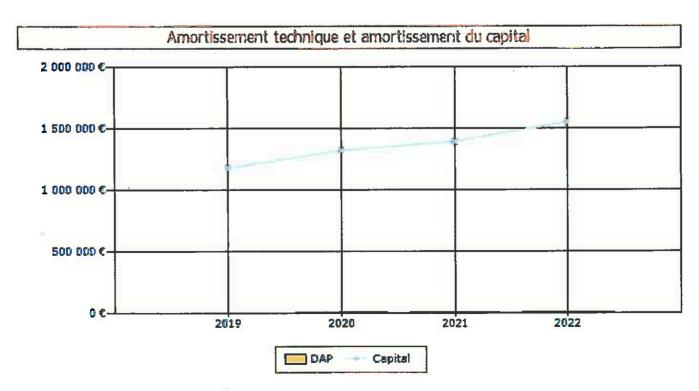
COMPOSANTES DE LA DAP

€	2019	2020	2021	2022
Dotation aux amortissements	0	4 000	4 000	4 000
+ dotation aux provisions	o	o	0	0
- subvention reprise au compte de résultat	0	0	0	0
- reprise sur provisions	0	0	0	0
= Dotation nette aux amort. et prov. (DAP)	0	4 000	4 000	4 000

RATIOS

€	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
Epargne brute / DAP	0,0	623,3	625,1	626,4
Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
DAP / Capital	0,0	0,0	0,0	0,0





EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

VARIATION DE L'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

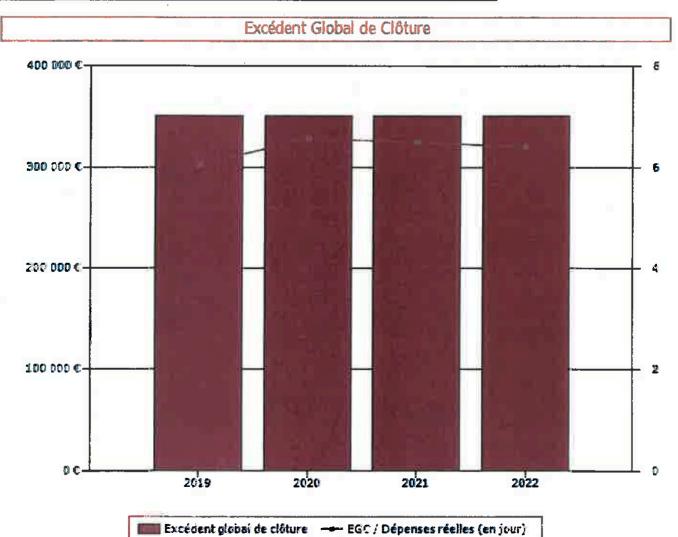
€	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles totales	20 679 031	19 531 817	19 739 543	20 037 345
- Dépenses réelles totales	21 179 031	19 531 817	19 739 543	20 037 345
= Variation de l'excédent de clôture	-500 000	0	0	0

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

	2019	2020	2021	2022
Résultat reporté n-1 (yc 1068)	851 278	351 278	351 278	351 278
+ Ajustement EGC n-1	0	0	0	0
= Résultats capitalisés n	851 278	351 278	351 278	351 278
+ Variation EGC n	-500 000	0	o	0
= Excédent global de ciôture	351 278	351 278	351 278	351 278

COEFFICIENT D'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

	2019	2020	2021	2022
EGC / Dépenses réelles totales	2%	2%	2%	2%
EGC / Dépenses réelles (en jour)	6	. 7	6	6



Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE DE LA DETTE

2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2 21/01/2019

DETERMINATION DE L'ANNUITE DE DETTE

CAPITAL DE L'ANNUITE DE DETTE

€	2019	2020	2021	2022
Compte 16 réel	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
- Autres	0	0	o	0
= Compte 16 résiduel	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
- Remboursement anticipé	0	0	0	0
- Capital refinancé	0	o	o	. 0
= Capital brut	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
+ Remboursement créances (D27 MR)	0	0	0	0
- Récupération créances (R27 MR)	0	0	0	0
= Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756

INTERETS DE L'ANNUITE DE DETTE

	2019	2020	2021	2022
Intérêts bruts	325 049	348 603	381 238	418 709
- intérêts récupérable	0	0	0	0
+ Intérêts dette tiers	0	'0	0	0
= intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709

COMPOSANTES DE L'ANNUITE DE DETTE

INTERETS DE LA DETTE ANTERIEURE

€	2019	2020	2021	2022
Intérêts de la dette antérieure initiale	325 049	287 755	249 074	212 739
+ Impact de la variation des taux variables	0	0	0	. 0
+ Intérêts payés sur swaps	0	0	0	0
- Intérêts perçus sur swaps	0	0	0	0
= Intérêts de la dette antérieure	325 049	287 755	249 074	212 739

ANNUITE DE LA DETTE

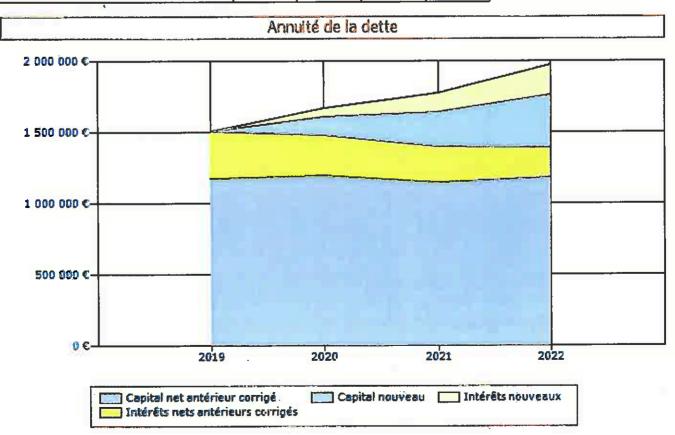
■	2019	2020	2021	2022
Capital de la dette antérieure	1 179 183	1 194 918	1 151 444	1 180 900
Intérêts de la dette antérieure	325 049	287 755	249 074	212 739
Annuité de la dette antérieure	1 504 233	1 482 673	1 400 518	1 393 639
Capital de la dette RA	0	0	0	0
Intérêts de la dette RA	o	0	o	0
Annuité de la dette RA	0	0	0	. 0
Capital de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0
intérêts de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0
Annuité de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0
Capital de la dette nouvelle	0	125 215	243 314	372 855
Intérêts de la dette nouvelle	o	60 848	132 164	205 971
Annuité de la dette nouvelle	0	186 063	375 477	578 826
Capital	1 179 183	1 320 133	1 394 757	1 553 756
Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709
Annuité de la dette	1 504 233	1 668 736	1 775 995	1 972 465

STRUCTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE

	2019	2020	2021	2022
Capital	78%	79%	79%	79%
Intérêts	22%	21%	21%	21%

RATIOS DE LA DETTE

	2019	2020	2021	2022
Annuité de dette / Epargne de gestion	55,4%	58,7%	61,6%	67,5%
Annuité de dette / Produits fct	9,7%	10,6%	11,2%	12,3%



ANALYSE DE L'ENCOURS DE DETTE

ENCOURS DE DETTE AU 31/12

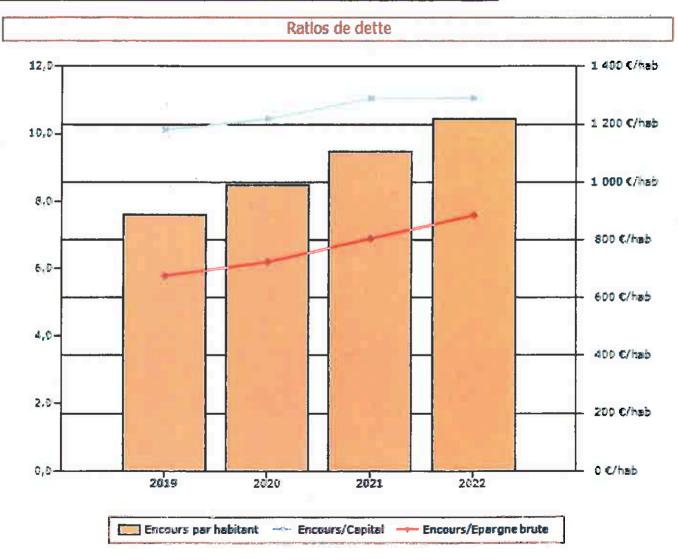
€	2019	2020	2021	2022
Encours brut	13 777 220	15 409 892	17 185 170	18 955 509
- Encours récupérable	0	0	0	0
+ Encours Tiers	0	0	0	. 0
= Encours	13 777 220	15 409 892	17 185 170	18 955 509
/ Epargne brute	2 390 595	2 493 136	2 500 583	2 505 521
= Encours / Epargne brute	5,8	6,2	6,9	7,6

RATIOS DE DETTE

	2019	2020	2021	2022
Encours / Capital (en années)	10,1	10,4	11,0	11,1
Encours par habitant	885,3	990,2	1 104,3	1 218,1
Encours / Produits de fonctionnement	88,7%	98,1%	108,5%	118,6%

TAUX D'INTERET INSTANTANE

€	2019	2020	2021	2022
Intérêts	325 049	348 603	381 238	418 709
/ Encours au 01/01	11 914 000	13 777 220	15 409 892	17 185 170
= Taux d'intérêt instantané	2,73%	2,53%	2,47%	2,44%



Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE DE LA FISCALITE

2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2 21/01/2019

ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE : MONTANT

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2019	2020	2021	2022
Taux TH	14,46%	14,46%	14,46%	14,46%
Taux FB	25,89%	25,89%	25,89%	25,89%
Taux FNB	52,56%	52,56%	52,56%	52,56%
Taux TP/CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

BASES NETTES D'IMPOSITION

€	2019	2020	2021	2022
Base nette TH	19 435 788	19 885 338	20 143 847	20 405 717
dont résidences secondaires	0	0	0	0
Base nette FB	18 700 061	19 037 877	19 381 797	19 731 929
Base nette FNB	162 280	164 390	166 527	168 692
Base nette TP				
Base nette CFE	0	0	0	0

PRODUITS FISCAUX

6	2019	2020	2021	2022
Produit TH	2 810 415	2 875 420	2 912 800	2 950 667
dont majoration TH résidences secondaires	0	0	0	(
Produit FB	4 841 446	4 928 906	5 017 947	5 108 596
Produit FNB	85 295	86 403	87 527	88 664
Produit 3 Taxes ménages	7 737 165	7 890 730	8 018 274	8 147 928
Produit TP / CFE	0	0	0	(
Produit fiscal total	7 737 156	7 890 730	8 018 274	8 147 928

COMPENSATIONS FISCALES

•	2019	2020	2021	2022
Compensations TH	420 940	434 502	444 552	450 331
Compensations FB	13 359	13 721	13 969	14 221
Compensation FNB	7 120	7 277	7 371	7 467
Compensations TP / CFE / CVAE	0	0	0	0
Compensations fiscales	441 418	455 500	465 892	472 020

PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

	2019	2020	2021	2022
Produit et compensation TH	3 231 355	3 309 922	3 357 353	3 400 998
Produit, et compensations FB	4 854 804	4 942 627	5 031 916	5 122 817
Produit et compensation FNB	92 415	93 680	94 898	96 132
Produits et comp. ménages	8 178 574	8 346 229	8 484 166	8 619 947
Produit et compensations TP / CFE / CVAE	0	0	0	0
Produits et comp. Totaux	8 178 574	8 348 229	8 484 166	8 619 947

ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE : EVOLUTION NOMINALE

EVOLUTION NOMINALE DES TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	Moy	2020/19	2021/20	2022/21
Taux TH	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux FB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux ménages	0,00%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux TP/CFE	8.0.	5.0.	5.0.	\$.0
Variation 4 taxes	0,00%	0,0%	0,0%	0,0%

EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Base nette TH	1,6%	2,3%	1,3%	1,3%
dont résidences secondaires	8.0.	\$.0.	s.o.	8.0
Base nette FB	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Base nette FNB	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Base nette TP				
Base nette CFE	s.o.	8.0.	8.0.	8.0

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Produit TH	1,6%	2,3%	1,3%	1,3%
dont majoration TH résidences secondaires	\$.0.	8.0.	s.o.	8.0.
Produit FB	1,8%	1,8%	1,8%	. 1,8%
Produit FNB	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Produit 3 taxes ménages	1,7%	2,0%	1,6%	1,6%
Produit TP / CFE	\$.0.	8.0.	8.0.	5.0.
Produit fiscal total	1,7%	2,0%	1,6%	1,6%

EVOLUTION NOMINALE DES COMPENSATIONS FISCALES

	Moy	2020/19	2021/20	2022/21
Compensations TH	2,3%	3,2%	2,3%	1,3%
Compensations FB	2,1%	2,7%	1,8%	1,8%
Compensation FNB	1,6%	2,2%	1,3%	1,3%
Compensations TP / CFE / CVAE	8.0.	s.o.	8.0.	8.0.
Compensations fiscales	2,3%	3,2%	2,3%	1,3%

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Produit et compensation TH	1,7%	2,4%	1,4%	1,3%
Produit et compensations FB	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Produit et compensation FNB	1,3%	1,4%	1,3%	1,3%
Produits et comp. ménages	1,8%	2,0%	1,7%	1,6%
Produit et compensations TP / CFE / CVAE	\$.0.	s.o.	S.O.	8.0
Produits et comp. Totaux	1,8%	2,0%	1,7%	1,6%

EVOLUTION DES BASES NETTES D'IMPOSITION

BASES NETTES D'IMPOSITION

Base nette TH	19 435 788	19 885 338	20 143 847	20 405 717
Base nette FB	18 700 061	19 037 877	19 381 797	19 731 929
Base nette FNB	162 280	164 390	166 527	168 692
Base nette TP				
Base nette CFE	0	0	0	0

EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

a		FALLY M		
Base nette TH	1,6%	2,3%	1,3%	1,3%
Base nette FB	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Base nette FNB	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Base nette TP				
Base nette CFE	8,0.	\$.0.	s.o.	5.0.

EVOLUTION PHYSIQUE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

magnetic to the second		S		
Base nette TH	0,3%	1,0%	0,0%	0,0%
Base nette FB	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Base nette FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Base nette TP				
Base nette CFE	S.O.	\$.0.	\$.0.	s.o.

COEFFICIENT D'ACTUALISATION FORFAITAIRE

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				(1
Coefficient d'actualisation TH et FB	1,013	1,013	1,013	1,013
Coefficient d'actualisation FNB	1,013	1,013	1,013	1,013
Indice d'actuelisation CFE	1,013	1,013	1,013	1,013

EVOLUTION DES BASES BRUTES D'IMPOSITION

BASES BRUTES D'IMPOSITION

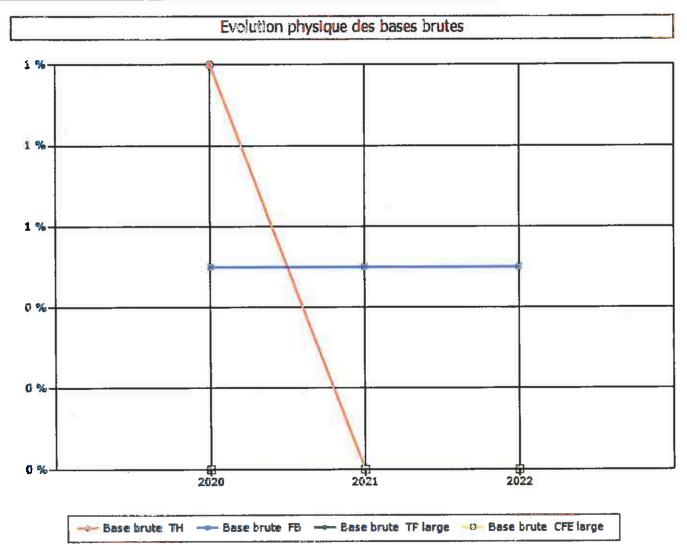
€	2019	2020	2021	2022
Base brute TH	24 516 532	25 083 599	25 409 686	25 740 012
Base brute FB	19 789 798	20 147 300	20 511 261	20 881 797
Base brute FNB	183 352	185 735	188 150	190 596
Base brute TP large				
Base brute CFE large	0	0	0	0

EVOLUTION NOMINALE DES BASES BRUTES D'IMPOSITION

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Base brute TH	1,6%	2,3%	1,3%	1,3%
Base brute FB	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Base brute FNB	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Base brute TP large	i i	1		
Base brute CFE large	\$.0.	s.o.	s.o.	8.0

EVOLUTION PHYSIQUE DES BASES BRUTES D'IMPOSITION

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Base brute TH	0,3%	1,0%	0,0%	0,0%
Base brute FB	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Base brute FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Base brute TP large				
Base brute CFE large	8.0.	8.0.	\$.0.	S.O.



Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE DE LA DGF

2019 - 2022

PONTIVY

Simulation n° 2

21/01/2019

ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA DGF ET DES FONDS DE PEREQUATION

POPULATION DGF

	2019	2020	2021	2022
Population totale	15 562	15 562	15 562	15 562
Résidences secondaires	239	239	239	239
Majoration places de caravane *	56	56	56	56
Population DGF	15 857	16 857	15 857	15 857
dont Population QPV	0	0	0	0
dont Population ZFU	0	0	0	0

^(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

DGF et FONDS DE PEREQUATION

•	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaltaire (DF)	1 837 175	1 825 144	1 813 438	1 800 940
Effet variation de population	32 123	0	0	C
Effet prélèvement pour péréquation	-14 465	-12 031	-11 706	-12 498
Contribution RFP	0	0	0	0
Effet CPS*	0	0	0	C
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	1 120 347	1 155 767	1 184 490	1 218 321
dont DSU	438 988	461 329	481 431	501 993
dont DSR	410 192	424 417	436 629	450 450
dont DNP	271 167	270 021	266 430	265 877
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	
+ Ajustements	0	0	0	C
= DGF (A)	2 957 522	2 980 911	2 997 927	3 019 261
FDTP	0	0	0	(
+ FPIC	199 738	193 920	188 272	182 789
+ Compensation perte de bases	0	0	0	(
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	(
= Fonds de péréquation (B)	199 738	193 920	188 272	182 789
Compensations fiscales (C)	441 418	455 500	465 892	472 020
DOTATIONS (A) + (B) + (C)	3 598 678	3 630 331	3 652 092	3 674 069

^(*) En 2011, la fraction CPS de la DC est augmentée à hauteur de la suppression du prélèvement FT et diminuée du montant

EVOLUTION NOMINALE DE LA DGF COMMUNALE

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Dotation forfaltaire (DF)	-0,7%	-0,7%	-0,6%	-0,7%
Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	2,8%	3,2%	2,5%	2,9%
DGF	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%
Fonds de péréquation ,	-2,9%	-2,9%	-2,9%	-2,9%
Compensations fiscales	2,3%	3,2%	2,3%	1,3%
Dotations	0,7%	0,9%	0,6%	0,6%

EVOLUTION REELLE DE LA DGF COMMUNALE

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
Dotation forfaitaire (DF)	-1,9%	-1,9%	-1,9%	-2,0%
Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	1,5%	1,8%	1,2%	1,5%
DGF	-0,8%	-0,5%	-0,7%	-0,6%
Fonds de péréquation	-4,2%	-4,2%	-4,2%	-4,2%
Compensations fiscales	0,9%	1,9%	1,0%	0,0%
Dotations	-0,6%	-0,4%	-0,7%	-0,7%
Inflation	1,30%	1,30%	1,30%	1,30%

EVOLUTION NOMINALE DE LA DGF NATIONALE

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21
DGF Loi de finances	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dotation forfaitaire	-1,58%	-1,62%	-1,55%	-1,57%

